

L'OMC tente de ramener la confiance après le fiasco de Seattle

Des propositions des pays du Quad en faveur des PMA jugées insuffisantes et un mécanisme pour l'examen des questions de mises en œuvre qui devra être mieux défini

Les mois qui ont suivi l'échec de la Conférence ministérielle de Seattle devaient être utilisés à rétablir la confiance entre les Membres de l'OMC, en proposant des mesures en faveur des pays en voie de développement, et notamment les moins avancés d'entre eux. Mais les propositions des quatre pays les plus riches, appelés pays du Quad, ne semblent pas réellement suffire à ramener la confiance dans le système multilatéral de commerce.

Les négociations de l'OMC sur l'agriculture et les services ont été lancées officiellement en février et mars dernier, mais on s'attend à peu de progrès significatifs sur l'un ou l'autre sujet dans un avenir proche.

Le paquet de mesures proposé le 31 mars par les pays du Quad (Etats Unis, Union Européenne, Canada, Japon) concerne notamment la mise en œuvre et le renforcement de la transparence, l'accès aux marchés pour les PMA et l'assistance technique. Ces propositions ont été jugées largement insuffisantes. A la réunion informelle du Conseil général du 10 avril, la plupart des pays en voie de développement ont estimé que les propositions du Quad ne pouvaient pas être une base de négociation ou de nature à rétablir la confiance. Le Bangladesh a déclaré au nom des PMA, que ces propositions risquaient de « casser la confiance ». Face à ces réactions les pays du Quad appellent à « la sympathie des Membres de l'OMC pour accorder quelques flexibilités sur l'Accord des mesures liées à l'investissement et au commerce (MIC) et celui sur l'évaluation en douane ».

Les questions relatives à la mise en œuvre des accords existants ont été discutées lors des sessions du Conseil général tenues les 3 et 8 mai. Un mécanisme pour le réexamen de la mise en œuvre a été proposé : c'est dans le cadre des sessions spéciales du Conseil général que les pays en développement pourront dorénavant soumettre les questions spécifiques liées à la mise en œuvre des accords existants. Mais beaucoup d'observateurs estiment qu'aucune négociation sérieuse sur les problèmes soumis par les pays en développement à l'OMC depuis la phase préparatoire de la Conférence de Seattle ne sera engagée tant que ces pays n'auront pas accepté des négociations commerciales plus larges.

Sur cette question, le Directeur général a déclaré le 13 avril qu'« un consensus sur un nouveau cycle de négociations reste hors d'atteinte tant que les Membres continueront à être en désaccord sur l'étendue des questions à discuter au cours d'un nouveau cycle, y

compris l'environnement, le travail, la politique de concurrence et l'investissement, les mesures antidumping et les crêtes tarifaires ». Il a ajouté que « sur l'environnement et le travail, il n'y a pas encore de consensus ni même un horizon ».

Démarrage des pourparlers sur l'agriculture et les services

Les pourparlers sur les services : la première session spéciale du Conseil du commerce des services, tenue le 25 février, n'a duré que deux heures et demie. Sous la présidence de l'Ambassadeur du Canada à l'OMC, Sergio Marchi, les Membres ont convenu de se pencher sur les questions d'établissement de règles en suspens avant de passer à une phase de « demande et d'offre » de négociations en vue d'une ouverture des marchés. Les Membres réexamineront les dispositions possibles concernant les sauvegardes, les subventions et les marchés publics dans le domaine des services, probablement sur la base d'une partie du texte issu de Seattle, pour guider leurs négociations. De nombreux pays en développement, notamment l'Inde, et le Pakistan, ont clairement indiqué qu'ils ne libéraliseront pas davantage leurs secteurs des services à moins qu'il ne soit convenu d'une clause de sauvegarde. On s'attend également à ce que les Membres de l'OMC terminent une «évaluation commerciale» des coûts et avantages des engagements souscrits au terme de l'Accord général sur le commerce des services.

Nombre de pays latino-américains, et notamment les Membres du MERCOSUR -qui appartiennent tous au Groupe de Cairns-, ont mis l'accent sur le fait que ces pourparlers devraient être menés de front avec les négociations sur l'agriculture qui sont beaucoup plus sujettes à controverses. L'Argentine a suggéré que les Présidents des négociations tant sur les services que sur l'agriculture rendent compte régulièrement au Conseil général tandis que l'Inde et le Pakistan ont déclaré que le Conseil général devrait également entendre des rapports oraux réguliers sur la mise en œuvre des accords existants.

C'est au cours de la réunion du 14 avril que le calendrier des réunions sur la libéralisation des services a été fixé avec pour objectif de tenir compte du calendrier des négociations agricoles. Le

programme de travail s'établira sur des sessions d'une semaine au cours desquelles tous les comités impliqués dans les différents aspects de la négociation se réuniront. Au terme de chacune de ces semaines, le Conseil des biens et services tiendra une session spéciale sur les négociations. Ces négociations se dérouleront durant les semaines du 22 mai, 10 juillet, 22 octobre et 4 décembre.

A la session spéciale, la plupart des pays en voie de développement ont exprimé

(suite en page 2)

Sommaire

L'OMC tente de ramener la confiance après le fiasco de Seattle	1
Convention sur la biodiversité	3
Sommet Afrique-Europe du Caire : un dialogue politique sur fond de dette et de démocratie	5
Pays en développement et ADPIC	8
Les pays en développement dans le système commercial multilatéral	11
Calendrier et ressources documentaires	24

L'OMC tente de ramener la confiance après le fiasco... (suite de la page 1)

leur insatisfaction à propos d'une évaluation effectuée par le secrétariat de l'OMC sur le commerce et les services. Ils lui reprochent, son manque de données statistiques, et demandent une meilleure étude des impacts de la libéralisation du commerce et des services sur les pays en développement. (Voir PASSERELLES, Vol. I, N° 4, P6)

Négociations sur l'agriculture : le président connu : le comité de l'agriculture a choisi un nouveau président : l'ambassadeur Jorge Voto-Bernales, du Pérou, sera chargé de diriger les négociations prévues par les accords du Cycle d'Uruguay de 1994. Sa candidature a été retenue du fait que le Pérou ne fait pas partie du groupe de Cairns.

Un Vice-président a également été nommé, en la personne de Yoichi Suzuki, diplomate japonais de haut rang. Il sera chargé de remplacer le président en son absence aux sessions spéciales mais devra également s'occuper des négociations ordinaires. Le sort de la première session spéciale du Comité sur l'agriculture était resté indécis pendant plusieurs jours, en raison d'un désaccord entre les Membres sur le choix du Président des nouvelles négociations sur la libéralisation du commerce des produits agricoles.

L'Union européenne (UE) avait bloqué la nomination de Celso Amorim, Ambassadeur du Brésil, en arguant que les négociations ne pouvaient être présidées par un représentant du Groupe de Cairns, qui militerait pour la suppression des subventions à la production et à l'exportation. L'UE avait alors proposé que les négociations soient présidées par l'Ambassadeur du Maroc, Nacer Benjelloun-Touimi. Ce dernier a été à son tour rejeté par le Groupe de Cairns, parce qu'il avait été proposé par l'Union européenne. Plusieurs Membres de l'OMC s'étaient alors dits frustrés par cet abandon apparent de la tradition de l'OMC qui veut que les présidents de comité soient considérés comme des « négociateurs honnêtes » plutôt que comme des représentants d'un groupe particulier.

La nomination de l'ambassadeur péruvien a permis celle du président du Conseil des ADPIC, l'ambassadeur Chak Mun See, de Singapour, qui était conditionnée à celle de la nomination du président du Comité agricole. L'UE a dû renoncer à ce que la présidence du Comité des ADPIC soit attribuée à un européen.

Programme de travail adopté, mais persistance des divergences : La réunion de la session spéciale de l'OMC sur l'agriculture a abouti à un programme de travail pour la première année des négociations : trois sessions spéciales supplémentaires auront lieu cette année du 29 au 30 juin, du 28 au 29 septembre et du 16 au 17 novembre, consécutivement aux sessions régulières du Comité de l'agriculture.

Il est également établi que les Membres devront soumettre leurs propositions d'ici fin décembre 2000, et qu'une réunion « d'inventaire » des soumissions reçues aura lieu en mars 2001 afin que chaque Membre puisse présenter et défendre ses intérêts. Bien que la décision du Comité de l'agriculture concernant le programme de travail ne dise pas clairement de quoi les propositions devaient traiter spécifiquement, des sources proches de l'OMC s'at-

tendent à ce qu'elles portent essentiellement sur ce que les Membres escomptent des négociations. (Voir PASSERELLES, Vol. I, N°4, P8 et Vol. I, N° 5, P9). Il est probable que cette phase initiale de propositions soit largement un recyclage des positions et des « listes de souhaits » d'avant Seattle, qui ne semblent pas avoir évolué depuis l'échec de la 3^{ème} Conférence ministérielle.

Lors de cette même réunion, l'Australie, s'exprimant au nom du Groupe de Cairns, a insisté sur le fait que les négociations devaient avoir un calendrier préétabli, qu'elles devaient être menées indépendamment de toute série éventuelle de négociations plus

Plusieurs pays en développement ont indiqué que leur priorité était de traiter des problèmes immédiats qui les affectent, notamment la prise en compte de la sécurité alimentaire, tout particulièrement pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

larges, et qu'elles devaient mener à une suppression progressive des subventions à l'exportation et d'autres formes d'appui ayant des effets de distorsion sur le commerce. De façon tout aussi prévisible, l'Union européenne et le Japon se sont opposés à ce que des délais soient fixés pour les pourparlers, et ont répété que les négociations ne pouvaient être conclues que dans le cadre d'une série de négociations plus larges. Ils ont également souligné qu'il fallait prendre en compte le concept de « multifonctionnalité » de l'agriculture comme étant une « préoccupation autre que d'ordre commercial » légitime durant les négociations.

L'Union européenne a également noté, dans sa déclaration d'ouverture, que « tous les instruments qui affectent la concurrence à l'exportation devraient être pleinement inclus à la négociation et traités de façon égale ». Ceci faisait directement référence à une des difficultés majeures dans la formulation du mandat de négociation sur l'agriculture à Seattle, à savoir l'extension des négociations au soutien à l'exportation pour couvrir non seulement les subventions (utilisées principalement par l'Union européenne) mais aussi les crédits à l'exportation et d'autres programmes auxquels les Etats-Unis, entre autres, ont recours.

Les Etats-Unis ont soulevé un autre point délicat entre les deux blocs commerciaux, en réaffirmant leur intérêt pour l'amélioration de l'accès aux marchés en faveur « des produits des nouvelles technologies » à savoir – en langage clair – les produits agricoles génétiquement modifiés.

Plusieurs pays en développement ont indiqué que leur priorité était de traiter des problèmes immédiats qui les affectent, notamment la prise en compte de la sécurité alimentaire, tout particulièrement pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Durant la période préparatoire menant à Seattle, les pays en développement avaient exigé la révision de la Décision ministérielle de 1994 sur l'atténuation des effets négatifs de la libéralisation de l'agriculture sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, avant janvier 2001, « afin d'assurer sa mise en œuvre effective ».

Lors de leur réunion de mars, les Membres ont également demandé au Secrétariat de faire la compilation de certains documents de base factuels sur les derniers développements et sur les effets des engagements actuels en matière de réduction de protection.

La prochaine réunion du Comité de l'Agriculture se tiendra les 29 et 30 juin.

(suite en page 20)

Convention sur la biodiversité: les connaissances traditionnelles et le commerce des produits agricoles à l'ordre du jour à Nairobi

La cinquième Réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité (CDB-COP5) qui a commencé le 15 mai à Nairobi et qui se poursuit jusqu'au 26 mai est en train d'examiner plusieurs questions présentant un intérêt pour le régime commercial international.

A l'ordre du jour de la réunion, figurent la protection des connaissances traditionnelles, l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, la biodiversité agricole, et le statut du Protocole concernant la prévention des risques biotechnologiques.

Dans le contexte du réexamen de l'article 27.3(b), le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC, a convenu, en mars, de rechercher une approche plus structurée pour traiter des questions relatives à la diversité biologique, notamment le brevetage des formes de vie et la protection des connaissances traditionnelles, en tenant compte du travail en cours dans d'autres instances, telles que la CDB.

Le lien entre l'Accord des ADPIC et la Convention sur la diversité biologique a également fait l'objet de discussions lors de la session de février/mars du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC. La biodiversité agricole et le Protocole concernant la prévention des risques biotechnologiques sont étroitement liés au commerce international de semences et de produits de base génétiquement modifiés, ainsi qu'au débat à l'OMC sur les considérations autres que d'ordre commercial dans le domaine de l'agriculture, notamment le concept controversé de multifonctionnalité.

Accès, partage des avantages et connaissances traditionnelles

Les délégués à la 5^{ème} Conférence des Parties discutent du rapport d'un groupe spécial d'experts qui s'est réuni en octobre pour élaborer des recommandations en matière de modalités d'accès et de partage des avantages pour la mise en œuvre de la CDB. Le groupe spécial a reconnu que les droits « peuvent influencer sur la mise en œuvre des modalités d'accès et de partage des avantages et contribuer à inciter les utilisateurs à rechercher un consentement préalable en connaissance de cause ». Cependant, les experts ont recommandé que la Conférence des parties examine comment faciliter les avancées dans les domaines suivants :

- La définition des termes pertinents, notamment l'objet des connaissances traditionnelles et le champ d'application des droits existants ;
- La question de savoir si les régimes de droits de propriété intellectuelle existants peuvent être utilisés pour protéger les connaissances traditionnelles ; et
- Les options pour le développement de la protection *sui generis* des droits en matière de connaissances traditionnelles.

En outre, le groupe spécial a mis l'accent sur la « nécessité d'étudier les relations entre les droits coutumiers régissant la garde, l'utilisation et la transmission des connaissances traditionnelles, d'une part, et le système formel de propriété intellectuelle, de l'autre », en tenant compte du travail de « l'ensemble des organes

compétents », notamment l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'OMC.

Selon les experts, la Conférence des Parties pourrait également considérer les points suivants « comme paramètres directeurs pour les accords contractuels » :

- Réglementer l'utilisation des ressources afin de prendre en compte les considérations éthiques ;
- Prendre des dispositions pour assurer la perpétuation de l'usage coutumier des ressources génétiques et des connaissances qui y sont liées ;
- Prendre des dispositions pour que l'exploitation et l'utilisation des droits de propriété intellectuelle incluent la recherche conjointe et l'obligation d'exploiter tout droit sur les inventions obtenues ou d'octroyer des licences ; et
- Prendre en compte la possibilité d'une appropriation conjointe des droits de propriété intellectuelle.

Le rapport des experts indique également que « les connaissances traditionnelles peuvent être protégées comme secrets commerciaux ou comme une forme de savoir-faire, selon le cas, et peuvent faire l'objet de licences. Les Parties potentielles à un accord d'accès et de partage des avantages peuvent considérer l'utilité des licences pour garantir la perpétuation du contrôle des ressources génétiques par leurs pourvoyeurs ».

Les représentants des gouvernements examinent également les recommandations d'un Groupe de travail sur l'article 8(j) de la Convention sur la diversité biologique, article qui traite spécifiquement de la préservation et du maintien des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones incarnant des modes de vie traditionnels et encourage le partage des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques.

Les recommandations du Groupe de travail appellent, entre autres, à développer « des lignes directrices pour la création de mécanismes de législation ou d'autres initiatives en vue de garantir un partage équitable des avantages » ; à mener une « évaluation des instruments, notamment ceux des droits de propriété intellectuelle qui peuvent avoir une incidence sur les connaissances traditionnelles, afin d'harmoniser ces instruments avec l'article 8(j) ; et à formuler des directives dans l'établissement de mécanismes juridiques pour la mise en œuvre de l'article 8(j), qui pourraient inclure des systèmes *sui generis* ».

Commerce des produits agricoles et biotechnologie

La version préliminaire des recommandations exhorte les gouvernements à « examiner avec prudence les potentialités d'une biotechnologie appropriée et sûre pour accroître la sécurité alimentaire ainsi que des techniques et pratiques agricoles viables, en tenant compte de la nécessité de renforcer la sécurité alimentaire

(suite en page 4)

Convention sur la diversité biologique.. (suite en page 7)

pour tous ainsi qu'une agriculture et un développement rural durable ».

Les gouvernements devraient fonder leurs actions sur « l'approche de précaution formulée dans le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et prendre en compte des considérations concernant les effets négatifs possibles sur l'environnement et la santé humaine ». En outre, les gouvernements sont invités à ratifier le Protocole de Cartagène sur la prévention des risques biotechnologiques et à finaliser le plus rapidement possible, les négociations sur l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

Les gouvernements sont également invités à « œuvrer à la libéralisation du commerce des produits agricoles, en tenant compte de considérations autres que d'ordre commercial, notamment la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement ainsi que des conditions spécifiques aux pays, et d'éviter les distorsions et les entraves injustifiables aux échanges, tout particulièrement celles qui ne permettent pas aux petits agriculteurs l'accès aux marchés des pays industriels ». Une autre recommandation encourage « toutes les parties concernées [...] à identifier et à exploiter les opportunités de libéralisation du commerce des produits agricoles en tenant compte tout particulièrement des subventions et mesures qui faussent les échanges, libéralisation particulièrement prometteuse pour la promotion de l'agriculture et du développement rural viable ».

Reflétant les évolutions à l'OMC ainsi que les textes transmis pour examen à la Commission des Nations-Unies sur le développement durable, le document sur l'agriculture recommande que les gouvernements « examinent de toute urgence [...] la proposition d'un engagement possible des pays développés à accorder un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingentements à l'essentiel des produits originaires des PMA, associé aux efforts des pays en développement plus avancés pour améliorer l'accès aux marchés en faveur de ces pays.

On s'attend également à ce que la Conférence des Parties adopte un programme de travail pour le Comité intergouvernemental du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. Un projet de texte du Secrétariat avait proposé que le Comité prépare la première réunion des Parties au Protocole en établissant :

- Des procédures et mécanismes pour faciliter la prise de décision des Parties en ce qui concerne les importations d'organismes vivants modifiés ;
- Les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques ;
- Un processus pour la formulation de règles et procédures internationales pour la responsabilité et la réparation des dommages résultant des mouvements transfrontalières d'organismes vivants modifiés ;
- Les procédures et mécanismes institutionnels pour promouvoir l'observation des engagements et prendre en compte les cas de non-observation.

Contacteur : CBD Secrétariat, E-mail : secretariat@biodiv.org,
Web : <http://www.biodiv.org/cop5/>

Un Groupe spécial du Codex sur la biotechnologie établit un programme de travail

Les Membres du Groupe spécial ad hoc sur les aliments dérivés de la biotechnologie se sont réunis pour la première fois à Chiba, au Japon, du 14 au 17 mars 2000. Le Groupe spécial a été établi, suite à l'incapacité de la Commission du Codex sur l'étiquetage des aliments, à parvenir à un consensus sur une recommandation relative à l'étiquetage des produits alimentaires transformés contenant des organismes génétiquement modifiés. Le Codex Alimentarius est le seul organe international établissant des normes alimentaires reconnu au titre des règles de l'OMC.

A Chiba, le Groupe spécial a établi un programme de travail pour sa période d'activité de quatre ans. Ceci comprendra le développement de principes généraux « transversaux » pour l'analyse des risques dans les produits dérivés de la biotechnologie, notamment la prise de décision fondée sur des règles scientifiques, des procédures d'évaluation pré-marché, la transparence, la surveillance post-marché, et « d'autres facteurs légitimes selon le cas ».

La question des « autres facteurs légitimes » a été une source de dissension entre les Membres du Codex depuis un certain nombre d'années, opposant les pays qui souhaiteraient que « des principes scientifiques bien fondés » soient les seuls critères pour les normes de sécurité sanitaire des aliments, à ceux qui seraient plus enclins à une approche fondée sur la précaution qui laisse davantage de liberté aux actions de réglementation, en l'absence d'une pleine certitude scientifique.

Le Groupe spécial préparera des directives spécifiques sur l'évaluation des risques dans les aliments dérivés de la biotechnologie pour la sécurité sanitaire des aliments et l'alimentation, et examinera les effets à long terme sur la santé et les effets non attendus découlant de la modification génétique. Il examinera également l'application du concept « d'équivalence substantielle », concept qui traduit l'idée que « des organismes existants utilisés comme aliments ou comme source d'aliments, peuvent servir de base de comparaison pour évaluer la sécurité, pour la consommation humaine, d'un aliment ou d'un ingrédient alimentaire qui a été modifié ou qui est nouveau ».

Toutefois, le Dr Alan Randell, Secrétaire du Groupe spécial a reconnu qu'en raison des nombreuses critiques, le Groupe spécial devrait « étudier différentes façons de développer et d'appliquer le concept d'équivalence substantielle et d'examiner d'autres méthodes d'appréciation des risques sur une base scientifique ».

Concernant les effets à long terme sur la santé et les effets non intentionnels, découlant de la modification génétique, la priorité sera accordée d'abord aux aliments d'origine végétale, puis aux micro-organismes utilisés directement dans les aliments, et enfin aux aliments d'origine animale.

Selon les responsables du Codex, il faudra se pencher rapidement sur le poisson. Le commerce international du poisson vivant génétiquement modifié sera réglementé par le Protocole de Cartagène sur la prévention des risques biotechnologiques, mais ce traité ne doit entrer en vigueur que d'ici deux ou trois ans. D'ici là, les consommateurs sont de plus en plus préoccupés par le « saumon franken » dont l'hormone de croissance a été associée à une

(suite en page 7)

Sommet Afrique-Europe du Caire : un dialogue politique sur fond de dette et de démocratie

Muthoni Muriu, enda tiers-monde

«La présente rencontre historique de l'Afrique et de l'Europe sur les rives du Nil éternel offre une possibilité de prendre des décisions qui pourraient marquer le début d'un nouveau processus d'interaction entre nous, et d'une nouvelle ère dans l'évolution de la société humaine.... Elle peut également être gravée dans les mémoires comme un moment où une occasion d'une importance cruciale a été manquée et où les espoirs des hommes ont été trahis.»

Ces propos du Président sud-africain Thabo Mbeki pourraient résumer les conclusions du premier Sommet des Chefs d'Etat Afrique-Europe qui s'est tenu en avril 2000, au Caire. Dans le passé, l'Afrique a été soigneusement divisée en groupes de pays méditerranéens (Processus de Barcelone), Commonwealth britannique, lusophones et UE-ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). C'est dans ces formations, qui rappellent l'ancienne domination coloniale, que les Européens ont géré leurs relations avec l'Afrique.

La réunion du Caire a été historique, car c'était la première fois que des dirigeants africains rencontraient des dirigeants de l'Union européenne en tant que bloc uni. Il aurait été excessif de s'attendre à ce que des tensions qui couvaient depuis des décennies ne remontent pas à la surface; elles l'ont été, mais de manière très atténuée.

Ce qui a été surprenant et encourageant, c'est qu'en dernière analyse, le Sommet a été jugé positif dans l'ensemble. Ceci peut être attribué aux décennies de dialogue et de relations commerciales développées depuis les indépendances africaines. Néanmoins, il y a eu une attitude générale de prudence car, une fois encore selon les mots de Thabo Mbeki, «même si les deux continents ont été en interaction constante depuis des temps immémoriaux, cette interaction ne nous [Africains] a très souvent apporté que des fruits amers». Les Européens, pour leur part, ont cherché à «approfondir et promouvoir une coopération fondée sur des valeurs partagées» selon Romano Prodi, Président de la Commission européenne.

Le Sommet Afrique-Europe a été une initiative du Portugal, destinée à couronner sa Présidence de l'Union et le pilotage par ce pays de la dernière phase des négociations ACP-UE sur le nouvel accord de partenariat. Les divergences sur l'ordre du jour entre l'UE et l'OUA ont été manifestes dès le stade préparatoire. Pour les Africains, les questions économiques et commerciales, spécialement la question de l'allègement de la dette, a été d'une importance primordiale. Ne voulant pas transformer le Sommet en Forum de négociation sur les questions commerciales, les Européens ont insisté pour que l'accent soit mis sur les questions politiques telles que les droits de l'homme, la bonne gouvernance et la démocratie.

Finalement, le Sommet a débattu d'un large spectre de questions allant de la santé, l'éducation et la bonne gouvernance au commerce et à la dette.

Le Sommet a-t-il eu une réelle utilité ? Ceci reste à voir. Une chose est sûre. C'est que ni l'Europe ni l'Afrique ne peuvent se permettre de s'ignorer l'une l'autre. L'Afrique a besoin de l'Europe pour son développement. L'UE est pour le continent africain le tout premier bailleur et pourvoyeur d'Aide officielle au développement. L'Europe ne peut se permettre de continuer à observer, de manière passive les autres puissances, notamment les Etats-Unis, étendre leur

influence en Afrique à l'aide d'initiatives telles que US-Africa Trade and Opportunities Bill.

On dit souvent que l'art de la négociation est en partie une compétence linguistique. Celui qui sait comment tourner une phrase peut gagner, pour son camp un avantage et un délai supplémentaires, etc. A la lecture de la Déclaration du Caire issue du Sommet ainsi que du Plan d'action, on ne peut s'empêcher de penser que les Européens ont été les meilleurs négociateurs. Ils ont été en mesure d'en sortir sans s'engager d'un iota de plus qu'ils ne l'avaient déjà fait dans d'autres enceintes inter-régionales de négociation. Néanmoins, les Africains ont présenté un front énergique et n'ont pas hésité à soumettre leurs revendications. Certains, tels que le Colonel Khadafi de Libye, l'ont fait avec plus de fougue que les autres.

Le Sommet a été un exercice politique et la Déclaration et le Plan d'action du Caire en sont le reflet. Ces deux documents contiennent de nombreux engagements à approfondir, différents principes à garantir, mais il y est fait peu mention de points d'action concrets et de mécanismes pratiques. Ils fournissent néanmoins un cadre de dialogue politique entre l'Europe et l'Afrique comparable aux cadres qui lient l'Europe à l'Amérique Latine et à l'Asie avec lesquelles elle tient régulièrement des Sommets.

Reconnaissant les défis lancés à l'Afrique par la mondialisation et l'architecture financière actuelle, le Sommet a entrepris de renforcer la capacité des pays africains à tirer le maximum d'avantages des opportunités offertes par le système commercial multilatéral. En termes pratiques, les Africains voulaient un accès accru aux marchés pour leurs exportations vers l'UE dans le cadre de l'OMC ; spécialement pour celles de leurs exportations qui ont un avantage comparatif, comme les textiles et les produits agricoles. Tout en poussant fortement à une coopération et à une intégration régionale entre pays africains, les Européens se sont contentés de reconnaître la nécessité d'un accès accru aux marchés pour l'essentiel des produits et de lancer un processus qui fournirait aux PMA un accès en franchise de droits pour la plupart de leurs produits d'ici 2005. Les discussions sur les questions économiques sont revenues, de façon persistante, sur la question controversée de l'allègement de la dette.

Les Chefs d'Etats et de Gouvernements africains ont fait valoir le fait que sans une solution radicale à ce problème, l'avenir de l'Afrique sera très affecté. La dette extérieure de l'Afrique est évaluée actuellement à 350 milliards de dollars. Les initiatives en cours, comme celle concernant les pays pauvres les plus endettés, vise à alléger la dette à hauteur de 100 milliards de dollars dans l'immédiat. Ce qui est jugé comme largement insuffisant par les Africains qui font campagne pour une annulation totale de la dette. Les Européens incitent à la patience en citant d'autres initiatives telle que celle du Club de Paris. Ils ont averti qu'il fallait garantir que le problème de la dette ne se répéterait pas et que les ressources découlant de son allègement ne viendraient pas alimenter la corruption et la fuite des capitaux.

L'avertissement lancé par les Européens est dans la ligne de leurs préoccupations concernant les questions de bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la démocratie. Selon le Premier ministre portugais : «La démocratie n'est pas le privilège des riches. C'est un droit universel ».

Les dirigeants du sud préconisent des négociations commerciales axées sur le développement

Les Chefs d'Etat et d'autres représentants de haut niveau des gouvernements des pays en développement se sont réunis à la Havane, du 12 au 14 avril, pour le premier Sommet du Sud du G-77. Ils ont publié une Déclaration du Sommet du Sud de 14 pages, qui couvre un large éventail de questions prioritaires pour le Sud, notamment la mondialisation, la marginalisation, la finance internationale et la dette, le SIDA et le commerce.

Dans le Programme d'Action de la Havane qui accompagne la Déclaration, les participants au Sommet du Sud se sont engagés à réunir un Groupe consultatif de haut niveau regroupant des Personnalités éminentes du Sud pour préparer un rapport sur la mondialisation et son incidence sur les pays en développement.

Le rapport devrait inclure une évaluation complète du dialogue Nord-Sud que les dirigeants proposent de revitaliser. Ce dialogue devrait servir, entre autres, à transmettre les préoccupations des pays en développement au Groupe des Huit pays développés, ainsi qu'à initier des actions pour le renforcement des arrangements institutionnels existants au sein du système des Nations-Unies, en coordination avec d'autres groupes du Sud.

Concernant l'agenda du commerce du Sud, les dirigeants ont promis « d'intensifier les efforts pour réexaminer et réformer le régime de l'OMC » et de « veiller à ce qu'elle accorde aux pays dont les économies dépendent fortement des préférences commerciales, la période de transition nécessaire pour qu'ils s'adaptent au nouveau régime de libéralisation ».

Les dirigeants du Sud s'opposent également à « l'application de toutes mesures protectionnistes déguisées, telles que les normes du travail, et à la tentative d'élargir les préoccupations écologiques qui existent actuellement au titre des règles », afin de s'assurer que les avantages comparatifs des pays en développement ne sont pas « éludés à l'OMC ».

Les questions relatives au travail devraient plutôt être traitées à l'OIT, et les solutions aux problèmes environnementaux mondiaux devraient être fondées sur la reconnaissance de la « dette écologique » du Nord et sur le principe de responsabilités communes mais différenciées « en mettant l'accent sur la nécessité d'obtenir un accès à des termes préférentiels aux ressources financières et aux technologies appropriées, afin d'assurer un développement durable tel que prévu dans l'Agenda 21 ».

Les pays en développement sont invités à mener des consultations préalablement aux réunions relatives au réexamen de l'Accord sur les ADPIC afin de développer des positions communes sur des questions telles que le transfert de technologie (articles 7 et 8 des ADPIC) et les avantages que les pays en développement et les PMA pourraient tirer de leur mise en œuvre. Ils s'efforceront également de garantir que les ADPIC ne restreignent ni les droits de propriété et les arrangements en matière de partage des avantages relatifs aux connaissances traditionnelles et à la conservation de la biodiversité, ni l'accès des pays en développement aux médicaments essentiels, tout particulièrement ceux qui atténuent le sida.

Notant que différents accords relatifs aux services ont déjà ouvert les marchés financiers, sans une ouverture correspondante des

marchés du travail des pays industriels, les pays en développement feront pression pour obtenir une plus grande liberté de circulation des personnes physiques dans les négociations de l'OMC sur les services.

Les dirigeants du Sud ont exprimé leur appui pour la prise en compte des questions nationales, internationales et systémiques relatives au financement pour le développement au cours d'une conférence de haut niveau des Nations-Unies prévue l'année prochaine.

Les documents du Sommet du Sud sont disponibles sur le site web du Groupe des 77 : <http://www.g77.org/>

Points forts des propositions relatives au commerce dans la Déclaration de la Havane

Nous soulignons la nécessité impérieuse de corriger les déséquilibres des Accords actuels de l'OMC, en particulier en ce qui concerne le droit des pays en développement de promouvoir leurs exportations qui ont été réduites par le recours abusif à des mesures protectionnistes telles que les actions antidumping, les droits compensateurs, ainsi que les tarifs progressifs et les crêtes tarifaires.

La libéralisation significative et rapide du secteur des textiles, qui présente un intérêt particulier pour les pays en développement, est une autre question importante d'accès aux marchés qui devrait être abordée par le système commercial multilatéral en toute priorité. [...] Dans l'agriculture, les objectifs devraient être d'incorporer ce secteur aux règles normales de l'OMC. Nous appelons également à une mise en œuvre totale et fidèle de la décision de Marrakech sur les mesures relatives aux effets négatifs possibles du programme de réforme sur les PMA et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Les Accords de l'OMC devraient être exécutés en tenant compte de la nécessité de prolonger la période de mise en œuvre des Accords particuliers qui posent des problèmes aux pays en développement.

Il faudrait veiller à ce que la révision [du cadre du réexamen de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) imposé dans les articles 27 et 71] réponde mieux aux besoins du Sud et assure aux pays en développement un accès aux connaissances et à la technologie à des termes préférentiels. Nous travaillerons à l'harmonisation de l'Accord sur les ADPIC avec les dispositions visant l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité dans la Convention sur la diversité biologique.

Nous appelons également les pays développés à mettre en œuvre pleinement le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, à renforcer le système de préférences et à accorder aux produits et services présentant un intérêt spécial en matière d'exportation pour les pays en développement, un accès libre et équitable à leurs marchés. Dans ce contexte, nous exhortons tous les Membres de l'OMC à accepter la demande de déro-

(suite en page 7)

Réduction de la pauvreté, allègement de la dette et libéralisation des échanges

Les directeurs du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale se sont réunis, les 16 et 17 avril à Washington, au milieu des manifestations. Les deux institutions ont mis l'accent sur le fait que leurs efforts étaient orientés vers la réduction de la pauvreté, mais nombreux sont ceux qui ont contesté la sincérité réelle de ce changement d'orientation, en soutenant que c'était « trop peu et trop tard ».

Le principal point à l'ordre du jour du Comité monétaire et financier du FMI était l'allègement de la dette. Les ministres ont exhorté tous ceux qui se préoccupaient de l'initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés à « travailler à une mise en œuvre plus rapide et effective, et à accorder une priorité absolue à ce processus ». Ils ont convenu d'accroître de 5 à 20 le nombre de pays ciblés par l'Initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés.

Notant la nécessité d'une intensification rapide des actions internationales en direction de la crise mondiale du sida, le Comité du développement de la Banque a incité l'institution à intensifier son action sur le VIH/sida au niveau mondial, et a appelé la Banque et le FMI à prendre pleinement en compte le VIH/sida dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté et dans l'Initiative en faveur des pays lourdement endettés.

Dans leur communiqué final, tant la Banque que le Fonds ont mis l'accent sur « l'importance cruciale » du commerce pour le développement et la réduction de la pauvreté. La Banque a noté que « tout semble indiquer que des avantages substantiels pourraient être tirés d'une libéralisation accrue des régimes commerciaux, tant dans les pays développés que dans les pays en développement (y compris en transition) », et le FMI a exprimé son appui « au lancement rapide d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, qui apporteraient des avantages à tous les pays, y compris aux plus pauvres ». Les Ministres siégeant au Comité du développement de la Banque ont également reconnu « qu'il reste aux pays développés beaucoup à faire pour améliorer l'accès aux marchés pour les exportations des pays en développement (par exemple agriculture, textiles) ». Le Comité de la finance du FMI a appelé l'institution à « continuer d'œuvrer, avec la Banque mondiale, l'OMC et d'autres parties intéressées, à l'amélioration de l'efficacité de l'assistance technique touchant au commerce et au renforcement de la capacité institutionnelle ».

Un symposium des Nations-Unies appelé Financement pour le développement, se penchera sur certaines des préoccupations exprimées dans différentes enceintes, concernant la cohérence entre institutions financières internationales, l'allègement de la dette et le niveau de financement disponible pour le développement. La réunion aura lieu en 2001, mais les dates exactes n'ont pas encore été fixées.

L'Assemblée générale des Nations-Unies a convenu de l'ordre du jour suivant :

- Mobilisation de ressources internes pour le développement ;
- Mobilisation de flux financiers privés internationaux pour le développement ;
- Coopération financière internationale pour le développement ;
- Dette extérieure (bilatérale, multilatérale et commerciale) ;

- Financement pour le développement et le commerce ;
- Nouvelles sources de financement ;
- Administration des systèmes monétaires, financiers et commerciaux internationaux ;
- Interrelations entre les éléments majeurs et autres sujets spéciaux

Outre les gouvernements Membres et les agences des Nations-Unies, la Banque mondiale, le FMI et l'OMC doivent participer au processus préparatoire ainsi qu'à la réunion elle-même, bien que les modalités restent encore imprécises. La société civile et le secteur privé interviendront également. La première session consacrée aux questions de fond du Comité préparatoire se tient à New York, du 15 au 26 mai.

Contacteur : FfD Secretariat, Tél : (1-212) 963-4690, Fax : 963-1061, E-mail : ffd@un.org, Web : <http://www.un.org/analysis/ffd>

Un groupe spécial du Codex (suite de la page 4)

protéine anti-gel du flet, lui permettant ainsi d'atteindre une taille deux fois supérieure à celle de la même espèce à l'état naturel.

Préalablement à la réunion, un groupe constitué de 200 personnes et organisations a accusé le Groupe spécial de chercher à saper le protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. Dans une lettre adressée à Thomas Billy, Président de la Commission du Codex Alimentarius et chef du US Food Safety and Inspection Service, elles ont déclaré que les documents préparatoires distribués aux délégués gouvernementaux comprenaient un résumé du Protocole de Cartagène sur la prévention des risques biotechnologiques qui « pourrait être considéré comme préparatoire à une action de l'OMC visant à contraindre les pays à accepter les importations d'OGM ou à payer des pénalités pour la perte de recettes commerciales, contrairement aux dispositions du Protocole ».

Contacteur : John Riddle, Codex Alimentarius, Media Relations, Tél : (39-6) 5705-3259, E-mail : John.Riddle@FAO.org

Les dirigeants du Sud préconisent des négociations ... (suite de la page 6)

gation à l'article 1.1 du GATT émanant de l'Union européenne et des pays ACP. Nous appelons également les pays développés à reconnaître la nécessité de formuler des mesures appropriées pour prendre en compte les préoccupations d'autres pays éligibles par le renforcement du Système généralisé de préférences (SGP).

Les négociations commerciales futures devront être fondées sur un agenda positif et devront prendre pleinement en compte la dimension « développement » du commerce et les besoins et préoccupations spécifiques des pays en développement.

Tout en reconnaissant l'importance de la protection de l'environnement, des normes du travail, de la protection de la propriété intellectuelle, de l'innovation autochtone et des communautés locales, de la gestion macro-économique saine et de la protection de tous les droits humains et de toutes les libertés fondamentales reconnues à l'échelle internationale, notamment le droit au développement et le traitement de chaque question dans son organisation internationale compétente, nous rejetons toutes tentatives visant à avoir recours à ces questions pour s'opposer à l'accès aux marchés ou aux flux d'aide et de technologies vers les pays en développement.

Pays en développement et ADPIC : Plaidoyer pour un réexamen intégral de l'article 27.3(b)

Genetic Resources Action International (GRAIN) – mars 2000

Quand les pays en développement ont signé l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), comme partie du cadre général des accords du Cycle d'Uruguay, ils s'attendaient à revisiter la disposition des ADPIC relative aux « substances brevetables » durant un réexamen substantiel prévu pour 1999.

L'article 27.3 (b) de l'Accord sur les ADPIC stipule que les Membres de l'OMC doivent protéger par des brevets les micro-organismes et les procédés microbiologiques, tels que ceux actuellement utilisés par la biotechnologie, mais que les pays sont libres d'exclure les végétaux et les animaux de leurs lois relatives aux brevets. Toutefois, tous les pays sont tenus de fournir des titres de propriété intellectuelle sur les variétés végétales, soit par des brevets, soit par un système « *sui generis* » efficace.

Le réexamen de l'article 27.3 (b) a démarré un an avant que les pays en développement ne soient dans l'obligation de mettre en œuvre cette disposition qui reste encore source de grandes incertitudes dans la plupart des pays du Sud. Nombreux sont ceux qui espéraient que les ADPIC pourraient être clarifiés au cours du réexamen, et, si possible, amendés pour mieux répondre aux intérêts des pays du Sud en matière de développement.

Jusqu'ici, le réexamen n'a été que source de déception. Ce n'est qu'en juillet 1999 qu'ont débuté les discussions sur la substance de l'article 27.3 (b) et non plus seulement sur sa mise en œuvre par les Membres de l'OMC.

L'Inde a insisté sur la nécessité de se concentrer sur deux dimensions complémentaires : la question fondamentalement politique de savoir si le brevetage du vivant est acceptable en termes d'éthique, et la nécessité de reconnaître non seulement les systèmes formels d'innovation mais aussi les systèmes informels, spécialement en ce qui concerne la biodiversité. L'Inde a tout particulièrement insisté sur la nécessité de concilier les ADPIC avec la Convention sur la diversité biologique (CDB). La Malaisie a poussé plus loin la discussion en demandant au Secrétariat de l'OMC de préparer une liste d'options « *sui generis* » différentes de celles présentées par l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV).

Il est important de noter qu'à peu près au même moment, les préparatifs en vue de la Conférence ministérielle de Seattle entraient dans une phase critique. Entre les sessions du Conseil des ADPIC de juillet et d'octobre, près de 100 pays en développement ont signé une douzaine de propositions visant à réformer les ADPIC portant sur la biodiversité et les connaissances autochtones. Ces propositions ont été soumises au Conseil général de l'OMC pour négociation lors de la Conférence ministérielle.

La position du Groupe Africain a été la première et la plus exhaustive émanant du Sud. Elle proposait une prorogation du délai de mise en œuvre de l'article 27.3 (b) de l'Accord sur les ADPIC pour les pays en développement afin que le réexamen puisse se dérouler et se conclure correctement. Elle demandait également que le réexamen aboutisse à l'interdiction des brevets sur les vivants, notamment ceux relatifs aux procédés microbiologiques. Pour un grand nombre, ces deux suggestions équivalaient à une proposition de moratoire sur la mise en œuvre du texte actuel.

Lors des réunions suivantes du Conseil des ADPIC, les pays du sud ont continué à déterminer activement le cadre d'un réexamen des dispositions de l'article 27.3 (b) et les pays du Nord ont finalement eux aussi abordé les questions de substance. Les Etats-Unis, par exemple, ont soutenu que le brevetage des formes de vie présentait d'énormes avantages; que l'UPOV 91 était ce que Washington considérait comme un système *sui generis* efficace; et qu'il n'y avait pas de conflit entre les ADPIC et la CDB.

L'Europe a appuyé le point de vue américain, tout en se disant prête à prendre en compte la nécessité de traiter des questions d'éthique, et par exemple, à fournir une protection pour les systèmes de connaissances traditionnelles. Toutefois, le délai de mise en œuvre de l'article 27.3 (b) par les pays en développement, fixé à janvier 2000, est arrivé avant que toute conclusion ne puisse être tirée du réexamen du texte.

Puis il y a eu Seattle. Au-delà des gaz lacrymogènes, un texte de négociation sur les ADPIC, émanant du Groupe Africain et du Groupe de pays en développement ayant la même orientation – *The Like-Minded Group* – était sur la table de négociations. Une session de la « Chambre verte (Green Room) » regroupant un nombre limité de participants, s'est penchée sur la question des ADPIC, mais n'est parvenue à aucune conclusion. Suite à la « suspension » de la Conférence ministérielle sans que l'on soit parvenu à un

Problèmes inhérents à l'article 27.3(b) des ADPIC

- Absence de paramètre pour définir à quoi peut correspondre un système « *sui generis* ».
- Absence de paramètre pour qualifier ce qui est « efficace ».
- De nombreux Membres de l'OMC considèrent que les gènes et les procédés microbiologiques ne sont pas des inventions et qu'ils ne peuvent dès lors faire l'objet de brevets.
- En l'absence de tout mécanisme de partage des bénéfices, les ADPIC n'offrent aucun remède contre le biopiratage, et sont perçus comme facteur aggravant.
- Il y a un biais inhérent aux ADPIC qui protège les sélectionneurs et les biotechnologistes, aux dépens des agriculteurs et des communautés locales.
- Beaucoup de pays perçoivent un conflit entre les ADPIC et les droits et obligations qu'ils ont acquis précédemment sous le régime de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

De surcroît, l'expérience montre que les lois en matière d'obtentions végétales inspirées par l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV) n'ont aucun impact positif sur la sécurité alimentaire dans le Sud, un problème qui n'a pas été abordé par le Conseil des ADPIC.

accord, la situation des revendications reste imprécise et la confusion règne, actuellement, sur les obligations et les opportunités générées par le réexamen.

Le point sur la mise en œuvre de l'article 27.3 (b) dans le Sud : état des lieux

En ce qui concerne leurs obligations en matière de propriété intellectuelle sur les variétés végétales, la grande majorité des pays en développement Membres de l'OMC ont favorisé l'approche consistant à opter pour un « un système *sui generis* efficace » plutôt que pour le brevetage. Le délai pour la mise en place d'une telle législation a expiré le 1^{er} janvier 2000.

En dépit de la menace de sanctions commerciales possibles, seuls quelques pays en développement sont parvenus à adopter une telle législation au terme fixé. A notre connaissance, seuls 21 d'entre eux ont actuellement une législation visant la protection des variétés végétales (PVV). Actuellement en dehors des 29 Membres de l'OMC les moins avancés, pour lesquels la période de transition prend fin le 1^{er} janvier 2006, 47 pays du Tiers-Monde n'ont pas encore mis en place de système de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) en ce qui concerne les variétés végétales. Ceci veut dire que 70% des pays en développement Membres de l'OMC et ne figurant pas au nombre des pays les moins avancés sont actuellement en retard dans leurs obligations concernant l'article 27.3 (b) des ADPIC, et pourraient être soumis à une procédure de règlement des différends, pour n'avoir pas respecté leurs obligations découlant des Accords de l'OMC.

Les pays en développement ne restent pas pour autant inactifs sur le plan législatif. Tout au contraire. L'Inde, l'Egypte et les Philippines ont actuellement soumis à leurs assemblées nationales des versions définitives de leurs projets. Le Costa Rica, la Malaisie, le Pakistan et l'Egypte sont en train, soit de débattre de leurs projets, soit en voie de soumettre les conclusions au Parlement. De nombreux autres pays sont encore en train de rédiger leurs projets. Ainsi, la plupart des Etats Membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) sont sérieusement engagés dans le processus de développement d'une législation nationale fondée sur une Loi Régionale modèle, qui n'a été finalisée qu'en novembre dernier. Le modèle de loi de l'OUA couvre non seulement les droits des sélectionneurs mais aussi ceux des agriculteurs, le partage des bénéfices et les règles relatives à l'accès aux ressources génétiques.

En Afrique francophone, les 15 Membres de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle ont révisé l'Accord de Bangui de février 1999, en y incorporant un système de droits de propriété intellectuelle pour les variétés végétales fondé sur l'UPOV. Mais à notre connaissance, les lois nationales sur les obtentions de variétés végétales, issues de l'Accord de Bangui révisé, ne sont pas encore en vigueur.

Néanmoins, le message est qu'en dépit des périodes de transition de quatre ans, en dépit des meilleures intentions de supporter le coût de l'intégration au système commercial de l'OMC, ainsi que des pressions et d'innombrables ateliers organisés par le monde industriel, y compris l'UPOV, *les pays en développement ne sont pas prêts à mettre en œuvre l'article 27.3 (b) des ADPIC*. Ils ont de bonnes raisons pour cela : depuis le milieu des années 90, ils subissent de fortes pressions, parfois unilatérales, des pays industriels pour se conformer au modèle de protection des variétés végétales proposé par l'UPOV comme moyen de mise en œuvre de l'Article 27.3(b) – ce que de nombreux pays en développement

considère comme allant totalement à l'encontre de leurs intérêts.

Même L'OMC s'est jointe à cette campagne en parrainant pour les pays en développement une série d'ateliers sur l'UPOV comme solution *sui generis*. A cela s'ajoute le fait que les propositions des pays

en développement visant à une clarification du sens de l'article, non seulement dans le cadre du réexamen mené par le Conseil des ADPIC mais aussi dans le cadre d'une Conférence ministérielle, n'aient pas été traitées.

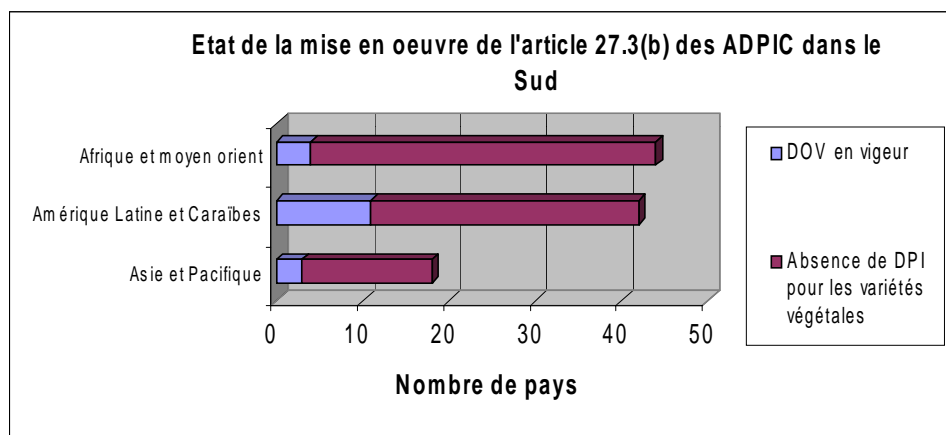
Finalement, les engagements vis-à-vis d'autres traités qui recourent les ADPIC, notamment la CDB et l'Engagement International de la FAO, ont incité de nombreux pays en développement à s'assurer que les droits des communautés et ceux des fermiers n'étaient pas lésés par une législation inconsidérée favorisant les sélectionneurs industriels de variétés végétales.

Les pays en développement qui ont effectivement adopté des lois relatives à la protection des variétés végétales, fondées sur l'UPOV, ont réagi à toutes ces pressions contradictoires. Mais il l'on fait dans la plupart des cas sans consultation sérieuse ou sans débat avec ceux qui seront le plus affectés : les communautés agricoles et autochtones. Ils n'ont certainement pas, en tout cas, résolu les conflits sous-jacents.

Pour une révision en profondeur

Il paraît évident qu'il est impératif de procéder à un réexamen complet et approfondi de l'article 27.3 (b). Le texte actuel est le résultat d'un compromis entre l'Europe et les Etats-Unis, sans considération particulière des intérêts des pays en développement ou des principes inscrits dans la Convention sur la diversité biologique et d'autres accords internationaux. En outre, le texte tel qu'il est, comprend des ambiguïtés dangereuses. Plutôt que d'employer les grands moyens pour imposer une législation inadéquate aux pays en développement et à leurs agriculteurs, il est essentiel de réexaminer sérieusement l'article tel que convenu à l'origine, et de clarifier sa portée, son sens et ses objectifs en tenant compte de tous les intérêts et préoccupations.

(suite en page 22)



Source : Information compilée par GRAIN à partir de plusieurs sources, février 2000.

Règlement des différends

Le point sur l'Organe de règlement des différends

Les Membres de l'OMC ont convenu, le 20 mars, d'établir un Groupe spécial de règlement des différends pour déterminer si les mesures américaines d'antidumping violent les lois du commerce international. Le Japon a déposé une plainte contre les Etats-Unis, en réponse à l'imposition par ce pays de droits antidumping sur les importations japonaises d'acier laminé. Ceci est la dernière d'une série de contestations contre les mesures antidumping américaines.

Un Groupe spécial de règlement des différends avait été établi en novembre, pour examiner une plainte sud-coréenne contre l'imposition de droits sur les importations sud-coréennes d'acier inoxydable par les Etats-Unis. Ce pour quoi l'OMC avait décidé, en décembre, que les Etats-Unis violaient les règles du commerce international en imposant des droits compensateurs sur les importations d'acier d'une aciérie anciennement propriété du gouvernement britannique.

La réunion du 20 mars a également vu l'établissement d'un Groupe spécial de règlement des différends concernant une plainte brésilienne contre les restrictions imposées par l'Argentine sur leurs textiles de coton. L'Argentine et le Brésil connaissent ainsi le premier différend entre partenaires du MERCOSUR (Marché Commun du Cône Sud) à être porté devant l'OMC.

Différend entre l'UE et l'Equateur sur la Banane: l'OMC donne raison à l'Equateur pour appliquer des sanctions contre l'UE

Des experts de l'OMC ont donné leur feu vert à l'Equateur pour appliquer des sanctions à hauteur de 201,6 millions de dollars par an contre l'UE dans le conflit sur la banane, rapporte l'AFP citant des sources proches de l'OMC. La délégation équatorienne a cependant réaffirmé « sa volonté de continuer les négociations » avec l'UE pour trouver une solution évitant les sanctions et préconisant un système de compensations, précise l'AFP. L'UE a souligné le caractère imprécis de la demande de sanctions équatorienne et s'est réservée le droit de réagir au cas où ces sanctions apparaîtraient excessives. Le mois dernier la délégation équatorienne avait déjà affirmé, devant l'Organe de règlement des différends, sa volonté de négocier une solution avec l'UE.

Un rapport d'experts de l'ORD, publié en mars, avait justifié la demande de sanctions contre l'UE du fait du préjudice que son système d'importations de bananes faisait subir à l'économie équatorienne. Les experts ont fixé ce préjudice à 201,6 millions de dollars par an, montant repris pour les sanctions autorisées.

Quito avait réclamé devant l'ORD plus du double, 450 millions de dollars. L'Union européenne, qui privilégie les importations de bananes en provenance de ses anciennes colonies et des Antilles françaises notamment, est accusée de vouloir faire barrage aux bananes produites par les multinationales comme Dole et Chiquita en Amérique centrale et latine.

Rappelons que l'OMC avait statué sur cette affaire en avril 1999 et avait conclu que l'Union européenne ne s'était pas conformée à une décision de 1997 condamnant son régime d'importations de bananes. Des tentatives ultérieures faites par l'Union européenne pour respecter la décision n'avaient jusqu'ici satisfait les parties au différend, qui soutiennent que les propositions de l'UE continuent d'être discriminatoires envers leurs exportations.

Lors d'une réunion de l'Organe de règlement des différends tenue le 20 mars, l'UE avait rendu compte de ses efforts pour se conformer à la décision de l'OMC qui condamnait son régime d'exportation de bananes. Elle avait mis l'accent sur les difficultés qu'elle rencontrait pour trouver un ensemble de mesures de conformité satisfaisantes, en raison des divergences de vue entre les parties plaignantes. Le Panama et le Guatemala (tous deux parties plaignantes) ont eu à critiquer l'UE pour l'absence de progrès dans cette affaire. De leur côté, les producteurs de banane de l'est des Caraïbes avaient appelé toutes les parties à résoudre le différend et avaient mis en garde contre le fait que si chacune des parties plaignantes devait avoir sa propre perception de la révision du régime d'importation européen, il en résulterait une saturation du marché de la banane et un effondrement des prix.

Par ailleurs, concernant le différend qui oppose l'UE aux Etats-Unis et portant sur la violation supposée par ces derniers des règles commerciales en prenant unilatéralement, le 3 mars 1999, des sanctions contre l'UE pour la non-observation d'une décision de l'OMC condamnant son régime d'importation de la banane, l'OMC a rendu publique une décision contre les Etats-Unis.

La plainte de l'Union contestait la décision américaine de prendre des mesures unilatérales avant que les Membres de l'OMC n'aient autorisé les sanctions. L'Union européenne avait soutenu que les règles de l'OMC interdisaient les mesures unilatérales à l'encontre d'un autre Membre.

En Bref : les Etats-Unis ciblent l'Argentine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays dans des différends au titre de l'OMC:

Les Etats-Unis ont annoncé, le 1^{er} mai, qu'ils rechercheraient l'établissement de groupes spéciaux de règlement des différends à l'OMC et/ou qu'ils demanderaient des consultations avec six partenaires commerciaux.

Plusieurs pays sont ciblés: l'Inde pour ses prescriptions relatives à la teneur en produits locaux dans son secteur de l'automobile, le Brésil pour ses prescriptions relatives à la production locale de produits pharmaceutiques brevetés, les Philippines pour leurs prescriptions relatives à la teneur en produits locaux dans ses secteurs de la motocyclette et de l'automobile, et l'Argentine pour «des insuffisances significatives dans son régime de brevets».

Des consultations séparées ont été demandées concernant les mesures d'évaluation en douane imposées par le Brésil sur les textiles et par la Roumanie sur les vêtements, la volaille et les spiritueux. Les Etats-Unis ont également annoncé des consultations avec le Danemark, sur son défaut présumé d'application adéquate de la protection de la propriété intellectuelle.

Les pays en développement dans le système commercial multilatéral

Peter Gakumu*

La nécessité de réformer le système commercial multilatéral s'est fait sentir lors de la Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle, qui a clairement mis à jour les faiblesses du système et souligné la nécessité du changement. Il est à présent établi qu'une mondialisation non contrôlée de la production et une large libéralisation des échanges mondiaux opèrent essentiellement en faveur des pays développés (...). Ceci était dû, en partie, au fait que la plupart des pays en développement n'étaient que des participants passifs au Cycle d'Uruguay, et que donc les accords qui avaient été conclus n'avaient pas pris en compte leurs intérêts et leurs préoccupations spécifiques.

Même si la plupart des pays ACP n'ont pas participé effectivement aux négociations du Cycle d'Uruguay, et se sont estimés lésés par le processus (érosion de leurs marges préférentielles dans l'Union européenne, sans compensation appropriée dans d'autres marchés, ils ont décidé qu'il serait plus approprié d'influencer les décisions de l'OMC de l'intérieur.

Actuellement, sur les 71 pays ACP, 55 sont Membres de l'OMC et les autres pays espèrent y être admis dans un proche avenir. Malheureusement, pour nombre d'entre eux, les conditions d'admission sont trop contraignantes et trop coûteuses pour leurs économies fragiles. Dans la plupart de ces pays, les bonnes conditions pour l'admission sont inexistantes, de sorte que la libéralisation peut avoir des résultats désastreux pour leur développement. Il faut donc permettre à ces une certaine flexibilité et leur laisser le choix de prendre des décisions stratégiques concernant les politiques financières, commerciales et d'investissement, en rapport avec leur niveau de développement.

Bilan de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC

Durant le processus préparatoire de Seattle, il avait été question de faire de la prochaine série de négociations commerciales multilatérales un « Cycle du développement », préconisé par l'Union européenne. Les conclusions des Ministres du commerce des ACP et celles du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement des ACP ont été communiquées au Président du Conseil général et au Directeur général de l'OMC pour inclusion au projet de Déclaration ministérielle qui devait être adopté à Seattle.

L'objectif central des ACP est de traduire en actions concrètes sous forme d'engagements conjoints, l'initiative visant à faire de la prochaine série de négociations commerciales multilatérales un Cycle du développement. C'est la meilleure façon de donner un effet pratique à la volonté et aux efforts des pays en développement pour devenir Membres à part entière du système commercial multilatéral.

Néanmoins, en raison de l'intransigeance des pays développés

quand il s'agit d'apprécier les difficultés rencontrées par les pays en développement - dans la mise en œuvre d'accords à la négociation desquels, au départ, ils n'étaient pas partis, et de l'incapacité de l'OMC à fournir un appui adéquat en matière de constitution de capacité pour permettre à ces pays de comprendre et de mettre en œuvre ces accords - les pays en développement se sont demandés si leurs premières craintes que l'ancien GATT n'ait été qu'un « club de riches » ne se répétaient pas avec l'OMC. Heureusement, Seattle a prouvé indubitablement que l'OMC n'était pas le GATT et que les décisions devaient être prises par consensus. Les pays ACP continueront de participer à ce débat, avec l'espoir de contribuer à déterminer un système commercial multilatéral plus juste, plus équitable et plus transparent.

Perspectives d'avenir

Suite à la Conférence de Seattle, l'OMC devrait tirer les leçons suivantes :

- L'OMC n'est plus le GATT. Il serait essentiel de garantir que les procédures d'établissement du consensus soient pleinement respectées et que les points de vue des pays en développement soient sérieusement pris en compte.

- Dans une situation où les points de vue des pays développés et des pays en développement sont très divergents, le Secrétariat de l'OMC devrait jouer un rôle plus actif pour aider les Membres à prendre conscience des différences entre les uns et les autres et leur permettre d'arriver à des compromis mutuellement acceptables. Le Secrétariat de l'OMC devrait être ferme mais juste dans ses contacts avec tous les Membres.

- L'OMC peut améliorer la transparence dans son processus décisionnel. Le choix des sujets pour les « Chambres vertes (Green Rooms) » devrait être fait en totale consultation avec tous les Membres. La désignation des Présidents de chambres devrait être transparente et devrait se faire sur la base de recommandations émanant des Membres eux-mêmes. Les Présidents ne devraient pas être imposés. Ils pourraient être assistés par des Vice-Présidents désignés de manière appropriée. L'alternative est d'abandonner l'approche de la Chambre verte et d'opter pour le concept de groupement régional.

- Pour rétablir la crédibilité et la confiance des pays en développement vis-à-vis du système commercial multilatéral, il y a un besoin urgent de mesures visant à instaurer la confiance. Le Directeur général devrait rapidement proposer un train de mesures à mettre en œuvre immédiatement. Ces mesures devraient couvrir la prorogation des accords arrivés à terme, la réforme institutionnelle, la transparence dans la prise de décision, la mise en œuvre des engagements en matière de traitement spécial et différencié, des mesures en faveur des PMA, etc. Dans le même temps, il est nécessaire de parvenir à un compromis sur d'autres questions afin qu'une nouvelle série de négociations – véritable Cycle du déve-

(suite en page 12)

* Ce texte est extrait du discours de **Peter Gakumu**, Directeur de la Division de la coopération pour le commerce et les douanes. Secrétariat général des ACP, discours prononcé lors d'une réunion de la Commission du Développement du Parlement européen en février 2000.

Les pays en développement dans le système ... (suite de la page 11)

loppement – puisse être lancée. Pour le Groupe ACP, obtenir une dérogation au nouvel arrangement récemment conclu avec l'Union européenne, est une priorité qui pourrait largement restaurer la confiance dans l'OMC en tant qu'organisation orientée par ses Membres.

- L'OMC et la communauté internationale des bailleurs de fonds devraient fournir une assistance technique adéquate et appropriée aux pays en développement, pour permettre leur préparation et leur participation effectives aux négociations.

- L'amélioration du fonctionnement du système de l'OMC pourrait inclure les points suivants :

- Le Secrétariat de l'OMC devrait, au niveau technique et des cadres de direction, être représentatif des Membres de l'OMC, sans compromettre nécessairement la compétence et l'efficacité.

- Les ACP appuient la proposition d'établissement d'un Groupe consultatif. Ce Groupe devrait être établi par rotation. Il pourrait comprendre les différents Présidents du Conseil général et des autres Comités. Il devrait se réunir régulièrement et les rapports de ses réunions devraient être transmis à tous les Membres. Ainsi, le GROUPE INVISIBLE pourrait être dissous comme première étape vers la transparence.

- L'OMC devrait organiser des réunions de sensibilisation et de briefing préalables dans les pays ACP et d'autres pays en développement avant que les nouvelles questions ne soient soulevées pour des négociations et des discussions lors des Conférences ministérielles. Ceci permettrait aux pays ACP d'impliquer leurs populations et leurs communautés des affaires, de contribuer à une compréhension des implications des propositions présentées pour leurs économies et de garantir ainsi une prise de décision et une appropriation objective des décisions convenues sur ces questions.

- Les pays économiquement avancés devraient véritablement prendre en compte les préoccupations des pays économiquement faibles. Les assurances verbales ne sont pas suffisantes. Elles doivent être soutenues par un appui et une action réelle.

- Il devrait y avoir une mise en circulation plus large des documents. Si l'on présume que les propositions partent de bonnes intentions, il ne devrait y avoir aucune crainte de les rendre publiques.

- Il devrait y avoir un réexamen des insuffisances des Accords du Cycle d'Uruguay, telles que l'antidumping, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC).

Les pays en développement se sont rendus à Seattle, déçus des résultats du Cycle d'Uruguay, qu'ils perçoivent comme bénéficiant le plus aux pays industriels riches. Ils considèrent que l'agenda du Cycle d'Uruguay a été centré sur les secteurs économiques dans lesquels les pays industriels ont un avantage comparatif, tout en faisant très peu pour ouvrir des secteurs tels que l'agriculture, les textiles et les vêtements, où les pays en développement peuvent être effectivement concurrentiels. En raison de cet agenda biaisé, les pays en développement ont eu à supporter les coûts énormes de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay, avec très peu d'avantages concomitants. La Banque mondiale a estimé les coûts de la mise en œuvre de seulement trois des accords à 150

millions de dollars pour les pays en développement. Ceci démontre clairement l'ampleur du problème et la nécessité de disposer de ressources adéquates, notamment d'une assistance technique véritable pour aider les pays ACP à mettre en œuvre ces Accords.

Les pays industriels ont été peu disposés à réduire la protection de secteurs tels que l'agriculture, la production manufacturière, les textiles, les vêtements et les chaussures. Etant donné la prépondérance de l'agriculture dans leurs économies, les pays ACP, qui comptent dans leurs rangs la plupart des pays les moins avancés, perçoivent la libéralisation du commerce des produits agricoles comme leur meilleur espoir pour tirer profit de l'intégration économique mondiale.

Mais les pays industriels continuent de dresser des obstacles infranchissables autour de leurs secteurs agricoles. Dans son Rapport de 1999 sur le Commerce et le Développement, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) fait état du fait que les 29 pays Membres de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) ont dépensé en moyenne 350 milliards de dollars par an pour le soutien à l'agriculture, entre 1996 et 1998, un chiffre que l'on peut comparer au total des exportations agricoles en provenance des pays en développement, qui est de 170 milliards de dollars. « L'effet de ce soutien à l'agriculture, que ce soit sous forme de subventions directes à l'exportation ou de paiements directs aux agriculteurs, est de permettre la vente des produits agricoles sur les marchés internes et mondiaux en dessous de leur coût », déclare la CNUCED. « L'impact sur les producteurs des pays en développement peut être significatif, car ceci non seulement entrave leur accès aux marchés du Nord, mais également constitue une concurrence déloyale sur leurs propres marchés ». Toujours selon la CNUCED, si les pays développés supprimaient les subventions et d'autres formes de protection de leur production agricole et leurs industries manufacturières, ceci offrirait aux pays en développement des opportunités d'exportations d'une valeur de 700 milliards de dollars.

Compte tenu de la force politique représentée par l'électorat des agriculteurs du monde agricole dans les pays industriels, tout particulièrement dans l'Union européenne et au Japon, ces pays peuvent considérer un engagement de réduction de leurs subventions et d'autres formes de soutien en faveur de leurs agriculteurs comme une décision politique difficile. Mais ce sont ces décisions politiques difficiles que les pays industriels doivent prendre. L'Union européenne doit prendre l'initiative pour convaincre les pays en développement qu'elle est non seulement sincère dans son engagement de libéraliser les échanges, mais que la libéralisation du commerce est profitable pour tous.

Réduire les divergences à propos du futur programme de négociation

Bien que les pays industriels divergent dans leurs approches des négociations commerciales, ils ont, au bout du compte, des intérêts communs. Ils doivent, d'abord, réduire leurs divergences. Ceci est essentiel pour les pays en développement, car il a un impact sur leur volonté de recommencer à considérer sérieusement les questions à l'ordre du jour.

Les pays ACP sont essentiellement préoccupés par la mise en œuvre des engagements actuels. La plupart des pays en développement
(suite en page 22)

La réunion des ADPIC laisse les questions du réexamen sans réponse

Lors de la première réunion de l'année du Conseil des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce de l'OMC (ADPIC), les délégués ont abordé, entre autres sujets, le réexamen de l'article 27.3(b) (sur la protection de la propriété intellectuelle pour les variétés végétales), le réexamen imposé de l'accord sur les ADPIC lui-même, et le statut des plaintes en situation de non-violation.

Concernant l'article 27.3(b), la session s'est penchée essentiellement sur les questions de procédure. Les Membres ont débattu pour déterminer s'ils devaient poursuivre des discussions larges ou organiser des sessions plus structurées concentrées sur des questions spécifiques telles que la manière de prendre en compte les connaissances traditionnelles, les droits des communautés, la biodiversité et les questions éthiques de protection de la propriété intellectuelle pour les formes de vie. La plupart des intervenants ont été en faveur de l'établissement d'une liste de sujets, mais quelques délégués ont soutenu que certaines des questions suggérées pourraient ne pas relever de l'article 27.3(b). Les Etats-Unis se sont dits disposés à considérer les commentaires des autres Membres, mais ont contesté la nécessité de poursuivre le réexamen de cet article.

L'article 71 de l'Accord sur les ADPIC impose aux Membres le réexamen de la mise en œuvre des ADPIC à compter de 2000. Carlos Perez del Castillo, Ambassadeur d'Uruguay, président du Conseil des ADPIC, a sollicité des Membres des suggestions écrites, et a déclaré que son successeur ferait des consultations informelles sur la façon d'avancer et rendrait compte lors de la prochaine réunion, fixée du 26 au 30 juin.

La plupart des intervenants – notamment l'Union européenne, le Canada et la Pologne (au nom d'un important groupe de pays d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est), la Corée du sud, l'Australie, Singapour, le Japon, l'Inde et le Pakistan ont adopté une position selon laquelle un moratoire sur les plaintes en situation de non-violation devait rester en vigueur jusqu'à ce qu'il y ait un accord sur de nouvelles dispositions portant sur « la portée et les modalités » de ces plaintes. Les plaintes en situation de non-violation renvoient au principe qu'un Membre peut porter plainte devant le système de règlement des différends de l'OMC en se fondant sur la perte d'un avantage attendu due aux actions d'un autre Membre, même si aucun accord ou aucun engagement n'a été réellement violé.

A l'opposé, les Etats-Unis ont soutenu que le moratoire sur les plaintes en situation de non-violation expirait automatiquement le 1^{er} janvier 2000. Il ont néanmoins souligné que les Etats-Unis n'étaient pas en train de préparer des cas de différends dans ce domaine dans l'immédiat, indiquant que pour le moment, ils se concentraient sur les plaintes concernant les ADPIC, également fondées sur des violations.

Les Etats-Unis avaient précédemment indiqué que leur position concernant les périodes de transition (telles que celles relatives aux ADPIC) expirant fin 1999 « devaient être considérées au cas par cas, pays par pays, afin de s'assurer que les préoccupations réelles des Membres – et l'équilibre des droits et des obligations étaient préservés ». Ainsi, les Etats-Unis ont notifié aux Membres de l'OMC qu'ils feraient preuve de retenue en amenant les pays à

respecter leurs obligations au titre des ADPIC, mais qu'ils se réservaient le droit de le faire au cas où d'autres pays ne feraient pas d'efforts crédibles pour remplir leurs engagements au titre des ADPIC (voir article à la page 1 de ce numéro).

Selon l'Accord sur les ADPIC, les pays en développement sont tenus de s'assurer que des mécanismes de protection par des brevets sont en place à compter de janvier 2000, bien qu'au cours d'une réunion du Conseil général, le 17 décembre 1999, les Membres se soient mis d'accord pour « faire preuve de retenue » en ce qui concerne les délais en voie d'expiration.

Par ailleurs, les représentants d'un certain nombre d'ONG en Indonésie ont appelé le gouvernement de Djakarta à retarder l'application des droits de propriété intellectuelle (DPI) dans le pays. Lors d'un atelier sur le piratage des ressources biologiques (ou biopiratage), les activistes ont affirmé que les intérêts des communautés locales, dont certains disent qu'elles sont propriétaires de ces ressources, n'ont jamais été protégés par la loi. Le gouvernement indonésien est actuellement en train de rédiger une législation relative aux brevets.

S'adressant à l'atelier, Tini Hadad, Membre du Conseil d'administration de Indonesian Consumers Foundation, a déclaré que « les gens ne sont pas prêts à utiliser des brevets, et les pays développés en abusent dans leurs propres intérêts ». Se faisant l'écho des commentaires de Hadad, Sonny Keraf, Ministre d'Etat chargé de l'environnement, a qualifié le biopiratage de nouvelle forme d'impérialisme. Keraf a noté que les pays développés profitent du fait que les pays en développement sont lents à anticiper les brevets. Le Ministre a déclaré qu'un brevet était une reconnaissance des droits intellectuels, ajoutant toutefois qu'il n'était pas juste de breveter la diversité biologique.

Deux rapports de l'OMC : le premier analyse le commerce international en 1999, le second revient sur l'échec de Seattle

Rapport sur l'évolution des échanges commerciaux en 1999 :

Un rapport préliminaire de l'OMC sur le développement des échanges en 1999 et sur les perspectives pour 2000, publié le jeudi 13 avril, montre que le volume du commerce mondial de marchandises a connu une hausse de 4,5% en 1999 – reflétant la croissance des échanges en 1998. Mais la stabilité du taux moyen de croissance occulte les baisses dans l'année, enregistrées au cours des deux dernières années et les changements significatifs dans la répartition géographique de la demande. Tout particulièrement, la demande d'importation en Asie, en Amérique Latine et dans les pays du Commonwealth a connu une baisse brutale tout au long de l'année 1998, due essentiellement aux effets combinés des crises d'Asie de l'Est, de la Russie et du Brésil.

En outre, l'accroissement des importations de l'Amérique du Nord et de l'UE a été contrebalancé par une baisse de la demande dans les pays en développement.

Les exportations de marchandises des pays en développement se sont accrues de 8,5% en 1999, contre une hausse mondiale de 3,5% (soit une hausse deux fois plus rapide que la moyenne mondiale). En 1999, la part des pays en développement était de 27,5%

(suite en page 14)

Deux rapports de l'OMC ... (suite de la page 13)

pour les exportations de marchandises et de 23% pour les exportations de services commerciaux, chiffres supérieurs de 4 points à ceux de 1990. Le facteur le plus important de cette hausse est sans doute la reprise rapide en Asie de l'Est.

Un tableau du rapport qui porte sur la « Croissance du volume du commerce mondial des marchandises par région, 1997-99 » montre comment, en 1999, des importations des pays en développement, mais aussi les importations à l'échelle mondiale ont évolué. Le tableau révèle que l'on est passé d'une forte baisse des volumes d'importation en Asie (y compris au Japon) en 1998 à une hausse de 9% en 1999. Parmi les pays les moins avancés (PMA), les exportateurs de pétrole ont accru leurs exportations de plus de 33%, les exportateurs de produits manufacturés ont vu leurs exportations croître plus rapidement que la moyenne mondiale, alors que les exportateurs de marchandises autre que des combustibles restaient à la traîne.

Les perspectives économiques mondiales pour 2000 sont positives, selon le rapport. Il est prévu que la hausse de la production passe de 3% en 1999 à près de 3,5% en 2000, alors que le volume mondial du commerce de marchandises devrait connaître une croissance de 6,5%. Un taux de croissance plus élevé est prévu pour les pays en transition et les pays africains, ainsi qu'une forte accélération pour l'Amérique Latine et le Moyen Orient, et une hausse allant jusqu'à 3% du PIB des pays industriels.

Plusieurs perspectives à long terme devraient nuancer les points de vue du rapport sur la demande américaine et la reprise asiatique, ainsi que ses prévisions positives globales sur la croissance économique mondiale.

Parmi ces perspectives, il y a le coût toujours en hausse de la restructuration des banques indonésiennes, les difficultés que la Chine rencontre actuellement avec ses banques commerciales et leurs liens avec des entreprises étatiques en déliquescence ainsi que les incertitudes concernant la stabilité du dollar qui est nécessaire pour stabiliser les prix à l'importation et accroître les flux commerciaux mondiaux.

Disponible à <http://www.wto.org/wto/download/download.htm>

Rapport annuel de l'OMC- 2000: l'OMC a publié le 15 mai son rapport annuel (intitulé « Annual Report 2000 de l'OMC ») portant sur les activités de l'OMC, le commerce mondial et les politiques commerciales en 1999. Ce rapport a une tonalité très défensive. Dès l'introduction il note que l'année 1999 a été « une année turbulente » pour l'OMC « qui s'est trouvé au centre d'une vague de ressentiments contre plusieurs aspects de l'économie mondiale, et pour laquelle la Conférence de Seattle est devenue le point focal ».

« L'événement à Seattle a suscité beaucoup de commentaires de la part des médias et quelques déclarations radicales ont été faites sur la valeur et le futur de l'OMC ». Mais selon le rapport, « Les interprétations les plus catastrophiques ont déjà été démenties ». L'OMC n'est pas « perdue », ni discréditée. Au contraire, ce sont ces critiques les plus extrêmes qui sont en train d'être démontées par le fait que le système de l'OMC fait preuve de flexibilité et que les Membres adhérents désirent aller de l'avant ».

Il note que Seattle a permis de « tirer la sonnette d'alarme pour réaffirmer les valeurs principales et la mission de l'OMC, d'assurer qu'elle fait mieux son travail en faisant ressortir ses valeurs et sa

mission, et qu'elle se rapproche le plus mieux des intérêts des personnes qu'elle sert ».

« L'OMC a été assimilée par ses détracteurs à un « bastion » de la mondialisation, elle est considérée comme une force nuisible et voire un conspirateur » remarque le rapport. « La mondialisation n'est pas un programme ou un calendrier » a-t-il été ajouté. « La confusion du public et son appréhension vis-à-vis de l'OMC appelle à ce que les gouvernements et les institutions internationales définissent un programme positif ». C'est en cela que l'OMC a son utilité par rapport à la globalisation et ses compétences, non pas comme son sinistre architecte mais en tant que forum où se négocient les règles qui peuvent aider à l'orienter ».

Pour ce qui est d'un nouveau Cycle de négociations, le rapport affirme que, même si les Membres « restent confiant sur le lancement d'un nouveau Cycle et sur la perspective qu'il soit fait en l'an 2000 il est important de reconnaître que beaucoup de questions qui ont empêché un accord à Seattle, restent non résolues, et que nous ne voyons pas encore de signes de flexibilité dans les positions nationales qui pourraient justifier la prévision d'un proche lancement en toute confiance ».

Pascal Lamy croit à un nouveau cycle de négociation pour cette année

Le Commissaire du commerce de l'Union européenne (UE), Pascal Lamy, avait le 11 mai, déclaré que l'UE croyait en ce qu'une nouvelle série de négociations ait lieu cette année. M. Lamy notait qu'un Cycle de négociations était plus que nécessaire puisqu'il n'existe « aucune autre option pour obtenir une libéralisation plus équilibrée et avancée » et il notait aussi « qu'il continuera de se réunir avec les pays développés tout comme avec les pays en développement (PVD), cet été, afin d'arriver à un consensus pour le lancement d'un nouveau Cycle.

M. Lamy a noté que deux aspects sur la réforme de l'OMC ont connu peu de progrès.

D'abord, la question de l'assistance financière pour faciliter « la participation » des PVD à l'OMC (exemple : les frais légaux, les coûts de consultation, etc.) n'est pas résolue. Ensuite, le processus pour améliorer la transparence de l'OMC a perdu de sa vigueur. Lamy a souligné que certains aspects de la réforme sur la transparence, plus particulièrement la distribution de documents à l'OMC à des parties n'appartenant pas à celle-ci, s'est « heurté à un profond désaccord » de la part des PVD. Pour ces derniers, de telles mesures sont quelquefois considérées comme réduisant la souveraineté nationale.

Pour ce qui est de l'initiative des pays du Quad d'accorder aux PMA un accès libre à leur marché tel qu'annoncé à la fin du mois de mars, Lamy affirme que l'UE doit essayer d'étendre son offre au-delà de ce qui a été annoncé, et notamment en ce qui concerne « l'accès préférentiel à essentiellement tous les produits originaires des PMA ». En se fondant sur les consultations qu'il a tenu avec les « Membres du Parlement européen et les ONG, M. Lamy a déclaré que « nous devons essayer d'obtenir 100% de résultats et lancer notre filet plus loin en incluant de nouveaux pays dans la liste des bénéficiaires d'un système de préférences généralisées avec l'UE ».

La dérogation à l'Accord de partenariat UE-ACP soulève des questions

L'Union européenne (UE) a déposé au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, le 5 avril, une demande d'exemption de l'obligation du traitement de la nation la plus favorisée pour la presque totalité de ses préférences commerciales figurant dans la Convention de Lomé IV, arrivée à terme le 29 février. La Convention de Lomé sera remplacée par un nouvel Accord de partenariat devant être signé en juin prochain à Suva, Fidji.

L'UE a demandé une dérogation à ses obligations au titre de l'article 1.1 du GATT pour être en mesure d'assurer un traitement préférentiel pour les produits originaires des pays en développement membres de l'ancienne Convention de Lomé, « tel que prévu dans le nouvel Accord de partenariat pour la durée de la période préparatoire, du 01 mars 2000 au 31 décembre 2007 ».

La « période préparatoire » de huit ans mentionnée dans la demande servira à négocier de futurs accords compatibles avec les règles de l'OMC entre l'UE et ses 71 partenaires à la Convention de Lomé en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique (pays ACP). Ces « accords de partenariat économique » seront fondés sur des initiatives d'intégration régionale entre les pays ACP et mèneront progressivement à des accords de libres échanges réciproques, qui remplaceront les préférences commerciales unilatérales qui, pendant des décennies, ont été accordées par l'UE aux pays ACP dans le cadre des Conventions de Lomé successives.

Les 39 pays ACP les moins développés (PMA) ont reçu l'assurance que les préférences commerciales dont ils bénéficient actuellement resteront inchangées dans le cadre du Système généralisé de préférences (SGP) de l'UE et qu'elles seront même légèrement améliorées avec l'octroi par l'UE d'un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingentements à « l'essentiel » de leurs produits, en 2005. Vingt-sept de ces pays sont Membres de l'OMC, mais certains PMA Membres de l'OMC, tels que le Bangladesh, les Maldives et la Birmanie, n'appartiennent pas au groupe ACP. Le Cambodge, le Laos et le Népal font partie des pays les moins avancés non-ACP actuellement en cours d'adhésion à l'OMC.

Ces pays ont demandé à l'UE l'octroi du même traitement à l'ensemble des PMA. Il n'y a pas eu de réaction immédiate, mais l'UE, les Etats-Unis, le Japon et le Canada (membres du Quad) ont fait circuler un projet de décision qui accorderait un accès en franchise de droits et sans contingentements à « l'essentiel » des produits originaires des PMA, Membres de l'OMC. (voir l'article de couverture).

Une différence majeure entre l'Accord de partenariat et Lomé IV est que le nouvel accord ne contient pas de protocole sur la banane, bien que la demande de dérogation couvre l'accès préférentiel au titre des trois autres protocoles de Lomé sur le rhum, le sucre et le bœuf. Selon l'UE, les bananes ont été exclues de l'Accord afin de ne pas anticiper sur les négociations en cours concernant le régime européen d'importation de la banane. Toutefois, lors de la réunion du Conseil du commerce des marchandises, les Etats-Unis, la Colombie, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras, et le Panama ont cherché à faire établir clairement que l'UE n'utiliserait pas le nouvel accord pour se soustraire à son obligation de respecter les décisions de l'OMC sur le différend de la banane. Les Etats-Unis se sont également dits préoccupés du manque de précision des

termes de la demande de dérogation. L'UE a déclaré qu'un projet de texte serait soumis à l'OMC dans quelques jours.

Le Brésil et la Malaisie ont déclaré qu'il leur fallait davantage de temps pour assimiler les 600 pages de l'Accord de partenariat avant de le commenter en détail et l'Inde a cherché à s'assurer que ses propres préférences au titre du SGP ne seraient pas réduites par la nouvelle dérogation.

Des consultations auront lieu entre l'UE et les Membres intéressés et le Conseil général de l'OMC examineront probablement la dérogation lors de sa réunion du 7 juillet.

Les pays ACP s'organisent pour améliorer leur participation à l'OMC

Le groupe ACP (de 71 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) a annoncé l'ouverture à Genève d'un bureau « pour coordonner les actions des pays ACP eux-mêmes et celles menées conjointement par les ACP et l'Union européenne, avec l'OMC ». Les dirigeants ACP sont à présent désireux d'instaurer un dialogue avec d'autres puissances commerciales à Genève. Jean-Robert Goulongana, Secrétaire général des ACP, a déclaré, le 8 mars, que le forum était important pour permettre, essentiellement aux pays africains ACP, de s'organiser et de communiquer de façon efficace au sein de forums internationaux tels que l'OMC.

Par ailleurs, les ministres du commerce d'Egypte, du Nigeria et d'Afrique du Sud ont annoncé, le 5 mars, la création d'un nouveau regroupement commercial destiné à renforcer le poids des pays en développement dans les négociations à l'OMC.

« Nous avons des idées sur la façon d'amener le système commercial multilatéral à s'améliorer. Une des raisons de l'échec de la Conférence ministérielle de Seattle a été la gestion interne des affaires à l'OMC. Elle se caractérise par une tendance à l'exclusion que nous voulons tous prendre en compte » a déclaré Youssef Boutros-Ghali, ministre égyptien du commerce.

Le forum est né de l'idée initiale d'Alec Erwin, ministre sud-africain du commerce et de l'industrie, de former un bloc de pays de l'hémisphère sud pour prendre en compte les intérêts des pays en développement dans la prochaine série de pourparlers commerciaux mondiaux. Le groupement restera informel, ouvert à tous les pays en développement et servira surtout de forum pour échanger des points de vues entre pays en développement plutôt que pour coordonner des revendications. « Ce que nous recherchons actuellement c'est juste de transmettre nos vues » a déclaré M. Erwin. « Nous n'allons pas remplacer d'autres groupes tels que le G-77. C'est pour cela que nous choisissons d'être une structure souple ».

On s'attend à ce que l'Inde et le Brésil se joignent à ce forum. Rappelons que lors de la Conférence de Seattle, des divergences importantes étaient apparues entre divers pays du Sud sur les dossiers l'agriculture et les nouvelles questions.

L'Union Européenne et les pays ACP ne s'étaient quant à eux que très peu concertés pour harmoniser leurs positions face aux autres puissances économiques. Les divergences ont été souvent préjudiciables aux positions des pays en développement lors de la Conférence de Seattle.

**CEDEAO-UEMOA: Initiatives
pour accélérer l'intégration monétaire**

C'est à Ouagadougou au Burkina Faso que s'est tenue la première réunion de concertation UEMOA-CEDEAO.

Cette rencontre a regroupé les représentants du Secrétariat Exécutif de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'ouest) du Fonds de la CEDEAO, de la Commission de l'UEMOA (Union Monétaire ouest africain), de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest regroupant 8 pays) et de la BOAD (Banque Ouest Africain de Développement). Elle avait pour objectif de proposer les modalités et le calendrier de mise en œuvre des conclusions de la réunion de Bamako qui a eu lieu les 28 et 29 janvier 2000 et qui portait sur « l'accélération de l'intégration en Afrique de l'ouest ».

Cependant, pour les deux organisations monétaires, la mise en œuvre du dispositif de surveillance nécessite une définition des critères et des normes de convergence impliquant l'harmonisation des agrégats statistiques, leur disponibilité et leur fiabilité ainsi que l'harmonisation des cadres juridiques et la définition d'un cadre institutionnel de mise en œuvre de la procédure de surveillance multilatérale.

Les représentants du Fonds de coopération, de compensation et de Développement ont, au cours de la réunion de Ouagadougou, fait une présentation de leurs institutions respectives.

Par ailleurs, la réalisation du marché commun de la CEDEAO a fait l'objet de discussions. Cette organisation a fait remarquer que depuis le 1^{er} janvier 2000, tous les Etats devaient avoir appliqué le désarmement tarifaire intégral aux produits industriels agréés. Mais, à ce jour, seul le Bénin applique le schéma de libéralisation de manière satisfaisante.

En ce qui concerne le Tarif Extérieur Commun (TEC), l'UEMOA a indiqué qu'il est effectif dans les Etats depuis le 1^{er} janvier 2000 avec quatre taux : 0%, 5%, 10% et 20% après un plan de convergence qui a débuté en juillet 1998.

La réunion a fait des recommandations allant dans le sens du rapprochement entre la CEDEAO et l'UEMOA afin d'harmoniser tous les actes relatifs à la libéralisation des échanges, à l'établissement d'un calendrier de réalisation, la mise à la disposition de la CEDEAO des études et des actes relatifs au TEC et l'élaboration des termes de référence de l'étude d'impact de l'application du schéma de libéralisation de la CEDEAO sur l'économie et les finances publiques des Etats membres. La réunion a par la suite, discuté des modalités et du calendrier des diligences à effectuer.

Les deux organisations, la CEDEAO et l'UEMOA ont convenu, au titre de la convergence des politiques, de tenir la première réunion sur l'harmonisation statistique en juillet 2000, celle sur le dispositif institutionnel au mois de septembre, tandis que la réunion sur l'harmonisation du cadre juridique est fixée au courant du premier trimestre de 2001.

En attendant, une série de réunion se tiennent pour accélérer le processus d'intégration. La dernière en date s'est tenue à Dakar en début mai 2000. Les sept banques centrales non-membres de l'Union économique et monétaire (UEMOA) et la BCEAO qui y

ont pris part ont convenu de fonctionner dans le cadre de deux zones monétaires distinctes qui devraient aboutir d'ici quatre ans à la formation d'une zone monétaire unique, a affirmé à l'AFP l'ivoirien Charles Konan Banny, gouverneur de la BCEAO.

Cette fusion par étapes, préconisée par les gouverneurs des banques centrales, a eu l'aval des chefs d'Etats d'Afrique de l'Ouest, qui s'étaient réunis en décembre 1999 à Lomé. Ils avaient souhaité imprimer « une approche pragmatique » au processus d'intégration, rapporte l'AFP dans une dépêche datée du 8 mai 2000.

Pour réaliser la seconde zone monétaire de la région, les autres pays concernés, dont le Nigeria, le Ghana, la Sierra-Leone et le Libéria, se sont fixés une série de critères, notamment un taux d'inflation inférieur à 5% en 2003 et la limitation du déficit budgétaire à 4% du produit intérieur brut en 2002.

**Le Sénat vote le projet de loi Africa-CBI : les dispositions
'carrousel' suscitent des tensions entre l'UE
et les Etats-Unis**

Le Sénat américain a voté, le 11 mai, une loi relative au commerce et au développement, destinée à accroître les échanges et l'investissement américains avec plus de 70 pays d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes et d'Amérique centrale. La Chambre des représentants a approuvé le projet de loi le 4 mai, et on s'attend à ce qu'il soit signé [d'ici fin mai] par le Président Bill Clinton.

La loi couramment appelée Africa-CBI bill, est la première grande loi relative au commerce votée par le Congrès américain depuis 1995. Les législateurs américains ont salué cette loi qu'un Sénateur a qualifiée de « réaffirmation du rôle historique de leadership de l'Amérique dans le commerce international ». Des voix dissidentes au Congrès américain ont noté les insuffisances du projet de loi Africa-CBI, notamment le Sénateur Russ Feingold (Wisconsin) qui a averti : « A moins de nous attaquer sérieusement à la réduction du fardeau de la dette et de lutter contre la crise du VIH/sida qui ravage la région, tout effort visant à stimuler les échanges et l'investissement est simplement un acte de théâtre politique ».

Les ministres africains du commerce du Gabon, du Ghana, du Kenya, du Lesotho, du Mali, du Nigeria, de la Tanzanie et de l'Ouganda ont publié une déclaration conjointe saluant le vote du projet de loi. « [Cette] loi mènerait, selon eux, à un accroissement significatif du commerce et de l'investissement en Afrique subsaharienne. Elle créera un cadre d'échange et d'investissement qui profitera aux pays africains et aux Etats-Unis. Elle permettra à l'Afrique de passer d'une relation de bailleur à bénéficiaire et d'acheteur à vendeur avec les Etats Unis, à un partenariat significatif dans le développement socio-économique » ont-ils déclaré.

Les fabricants de textiles d'Amérique centrale se sont également félicités du vote du projet de loi – qui élargit l'accès préférentiel aux marchés dont bénéficie le Mexique au titre de l'Accord de libre échange d'Amérique du Nord (ALENA) aux pays d'Amérique centrale et des Caraïbes – en notant qu'il offrirait des avantages économiques et sociaux importants.

Des dispositions plus controversées dans le projet de loi, relatives aux mesures de rétorsion commerciale ont suscité des tensions entre l'UE et les Etats-Unis. Le projet de loi contient des dispositions prescrivant à la Représentante américaine au commerce

d'adopter ce que l'on appelle une approche « carrousel » (en rotation) de la rétorsion commerciale contre les pays qui n'ont pas respecté une décision de l'OMC. Dans ce type d'approche, les Etats-Unis changeraient régulièrement les produits ciblés sur les listes de rétorsion commerciale, afin de maximiser l'incidence sur le pays partenaire contrevenant.

La disposition vise l'UE pour le retard pris par ce pays dans la mise en œuvre des décisions de l'OMC condamnant son régime d'importation de la banane et son interdiction d'importation de bœuf américain traité aux hormones. La disposition « carrousel » est conçue, selon ses termes, pour « effectuer des changements substantiels qui maximiseront la probabilité du respect de la décision par la partie perdante ».

L'UE serait en train d'envisager de porter plainte devant l'OMC contre la loi américaine en instance. Pascal Lamy, Commissaire européen au commerce, a critiqué le projet de loi, début mai, en le qualifiant de pas en arrière dans les tentatives de négocier un règlement de ces différends. Les responsables européens ont noté que les dispositions « carrousel » violaient les règles de l'OMC qui imposent que les sanctions commerciales soient approuvées de façon multilatérale et qu'elles soient équivalentes aux avantages commerciaux refusés au pays lésé.

Toutefois, il n'y a pas de disposition dans les règles de l'OMC qui imposent la rotation dans les listes de rétorsion. Un groupe spécial d'arbitrage de l'OMC a décidé l'an passé que les Etats-Unis pourraient choisir n'importe quel produit sur une liste provisoire dont la valeur totale n'excéderait pas le montant des dommages approuvés par le groupe spécial. Sur la base des intentions déclarées des Etats-Unis, au moment de la décision du groupe spécial, de ne pas rechercher une rétorsion par rotation, le groupe spécial n'a pris aucune décision sur la légitimité d'une telle approche, en notant qu'il « présumerait que les Etats-Unis – de bonne foi et sur la base de cette promesse unilatérale – ne mettront pas en œuvre la suspension des concessions « en carrousel » ».

Rappelons que plusieurs voix de la société civile et de membres noirs du Congrès s'étaient élevées pour contester cette législation. Les conditionalités pour bénéficier de la loi sont particulièrement visées, de même que les conditions imposées aux produits textiles pour pouvoir accéder au marché américain. Plusieurs observateurs ne voient dans cette législation qu'une manière pour le gouvernement américain d'accroître sans coût élevé, son influence politique, et un instrument de pression à l'encontre des pays signataire dans le contexte des négociations commerciales internationales.

Réexamen par la CITES de la décision concernant le commerce de l'ivoire et de la pêche baleinière

La 11^{ème} réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES) s'est tenue à Nairobi au Kenya du 10 au 20 avril. 150 gouvernements membres ont pris part à cette réunion dont le thème a porté principalement sur le commerce de l'ivoire et celui de certaines espèces de baleines.

Commerce de l'ivoire: En juin 1997, les Parties à la CITES s'étaient mises d'accord sur la vente à titre expérimental des stocks d'ivoire de trois pays africains, mettant ainsi fin à un moratoire de dix-sept

ans sur le commerce international de l'ivoire. La lutte entre le camp écologiste et les partisans « d'une utilisation durable » a été intense, mais – après deux tours de scrutin secret, les Parties avaient convenu que le Botswana, la Namibie et le Zimbabwe pourraient procéder à une expédition unique de contingents d'ivoire spécifiques vers le Japon, dont les contrôles commerciaux avaient été examinés et renforcés pour l'occasion. Les trois pays demandent à présent l'établissement de quotas annuels de vente d'ivoire, de douze tonnes, deux tonnes et dix tonnes respectivement.

Le Secrétariat de la CITES a réservé son jugement concernant les propositions, en attendant qu'un Groupe spécial d'experts donne son avis sur une demande sud-africaine de vente à titre expérimental d'un stock d'ivoire de 30 tonnes, entreposé dans le Parc national Kruger. Comme première étape de la vente, l'Afrique du sud a demandé le transfert de sa population d'éléphants à l'Annexe II de la CITES. Contrairement aux espèces et aux produits des espèces listés dans l'Annexe I, ceux de l'Annexe II peuvent être commercialisés à l'échelle internationale, à la condition que des contrôles de l'exportation et de l'importation soient en place et qu'il soit garanti que l'exportation ne constitue pas une menace pour la survie de l'espèce.

TRAFFIC, un réseau non-gouvernemental qui surveille le commerce des espèces sauvages et qui conseille le Secrétariat de la CITES, a provisoirement recommandé le maintien du statut de l'Annexe II pour les éléphants du Botswana, de la Namibie et du Zimbabwe, ainsi que l'octroi de ce statut aux populations d'éléphants d'Afrique du sud. Toutefois, le groupe préconise de retarder l'attribution de nouveaux contingents d'exportation jusqu'à l'analyse complète du contrôle de l'efficacité des programmes à identifier et à atténuer les impacts négatifs possibles de la reprise du commerce de l'ivoire. TRAFFIC met également en garde contre le fait que la proposition sud-africaine n'identifie pas de pays d'importation, dont il faudrait faire évaluer les contrôles commerciaux par le Groupe spécial d'experts avant qu'une décision ne soit prise.

L'Inde et le Kenya, qui s'étaient opposés, en 1997, à la décision de vente à titre expérimental, ont à présent soumis une proposition visant à ramener les populations d'éléphants du Botswana de la Namibie et du Zimbabwe à l'Annexe I, destinée à protéger les espèces menacées d'extinction qui « sont ou peuvent être » affectées par le commerce.

Lors de la réunion du CITES du 10-20 avril, l'Afrique du sud, la Namibie, le Botswana et le Zimbabwe, ont obtenu l'autorisation d'affecter leur population d'éléphants à l'appendix II de la Convention, mais devront arrêter toutes exportations d'ivoire jusqu'à nouvel ordre à la prochaine Conférence de la CITES en 2003. En effet, les Parties ont convenu de ne pas fixer un quota d'importation tant qu'ils ne s'assureront pas que les programmes de surveillance sont efficaces avant de permettre la reprise du commerce de l'ivoire.

Cette décision respecte partiellement la position des groupes conservateurs comprenant l'Inde, le Kenya et la Zambie qui souhaitent que la population d'éléphants de ces pays soit reconduit à l'annexe I même si elle n'était pas menacée d'extinction. Selon eux, seul le bannissement international du commerce de l'ivoire pourrait prévenir le braconnage à l'échelle internationale.

D'autres propositions ont été faites concernant les baleines et les tortues de mer.

Le Parlement européen rejette le régime de responsabilité en matière d'OGM

Le Parlement européen a rejeté, le 12 avril, une proposition de loi qui aurait établi la responsabilité civile des producteurs d'aliments génétiquement modifiés (OGM) pour tout dommage à la santé des personnes et à l'environnement causé par les OGM.

Les entreprises biotechnologiques avaient soutenu qu'un tel régime aurait entraîné un accroissement significatif des coûts en matière d'assurance et de réglementation.

Le Parlement européen a également rejeté les propositions visant à lutter contre la pollution génétique (par exemple la pollinisation croisée des OGM avec d'autres plantes).

Les groupes écologistes, notamment Greenpeace et Amis de la terre ont condamné les décisions du Parlement européen. Ils craignent que cette décision ne déresponsabilise les producteurs. Margot Wallstrom, Commissaire européenne à l'environnement, a promis de présenter un régime de responsabilité plus large pour couvrir les dommages environnementaux découlant d'un large spectre de produits, notant qu'un régime de responsabilité spécifique aux OGM serait source de confusion et difficile à réglementer.

Le Parlement européen a toutefois approuvé une législation énonçant les règles en matière de licences pour les OGM, qui exige que ces licences soient renouvelées périodiquement, impose une meilleure consultation du public pour l'octroi de licences et clarifie l'étiquetage des produits OGM.

Monsanto a annoncé, début avril, qu'il ferait don de son « document de travail préliminaire » sur la structure génétique du riz à International Rice Genome Sequencing Project - IRGSP (*Projet international de séquençage du génome du riz*). L'IRGSP est une initiative pour le développement de nouvelles variétés de riz par des méthodes traditionnelles et par la biotechnologie ; dans le cadre de cette initiative, l'IRGSP publie toutes ses conclusions dans des bases de données accessibles au public.

On s'attend à ce que la contribution de Monsanto réduise de 5 ans le temps nécessaire pour achever le décodage de la totalité du génome du riz, actuellement prévu pour être achevé dans 2-3 ans. La moitié de la population mondiale dépend du riz pour son alimentation de base.

De nouvelles lois requérant l'étiquetage des OGM sont entrées en vigueur le 10 avril en Angleterre et en Ecosse. Le régime d'étiquetage est administré par la Food Standards Administration (FSA) du Royaume Uni, nouvellement formée. Les responsables de la FSA ont déclaré que le régime d'étiquetage, qui entrera en vigueur au Pays de Galles et en Irlande du nord à une date ultérieure, vise à encourager le consommateur à faire ses choix en connaissance de cause.

Le Sri Lanka a annoncé, le 10 avril, une interdiction immédiate de toutes les importations d'aliments à base d'OGM. Ce pays, grand importateur de blé et de sucre, a déclaré vouloir attendre « que la controverse entourant les OGM se soit dissipée » avant de permettre des importations d'OGM. Le Sri Lanka ne produit aucune culture OGM.

Etats-Unis-SIDA-OMC : Clinton veut faciliter l'accès aux médicaments anti-SIDA en Afrique noire

Le président américain Bill Clinton a signé un décret pour assouplir l'application des lois protégeant les brevets des médicaments contre le SIDA en Afrique sub-saharienne afin que ces pays puissent s'en procurer plus facilement, a indiqué la Maison Blanche. « Ce décret a pour objectif d'aider à enrayer l'épidémie du SIDA en rendant les médicaments et les techniques médicales de traitement de cette maladie dévastatrice plus accessibles et abordables pour les pays de l'Afrique sub-saharienne », a expliqué la représentante pour le Commerce Charlene Barshefsky lors d'une téléconférence. Ce décret permet néanmoins une application minimum des accords multilatéraux protégeant les droits de la propriété intellectuelle, a-t-elle dit.

Ce changement de politique des Etats-Unis avait été annoncé par M. Clinton le 1^{er} décembre dernier à Seattle au moment de la conférence ministérielle de l'OMC.

L'OMC permet à des gouvernements d'autoriser des laboratoires de leur pays à produire sans licence des médicaments en cas d'urgence médicale, mais Washington demandait jusqu'alors à ses partenaires une application nationale stricte de ces accords de protection de la propriété intellectuelle.

Le texte signé par M. Clinton encourage en outre les pays de la région à mettre en œuvre des mesures supplémentaires pour répondre aux causes profondes du SIDA.

L'Afrique sub-saharienne représente un dixième de la population mondiale mais compte plus de 70% des cas de SIDA dans le monde, soit 34 millions de personnes, dont 11 millions sont déjà décédées des suites de cette maladie.

Médecins Sans Frontières dénonce de nouvelles restrictions à l'accès aux médicaments en Afrique

L'application des accords sur les brevets de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en matière de médicaments a des « conséquences négatives » pour la santé publique, dans les pays d'Afrique francophone. Médecins sans frontières (MSF) qui s'en inquiète considère en effet que les droits des titulaires des brevets pharmaceutiques seront renforcés, en raison des nouvelles règles de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC). Les ADPIC portent la durée de ces brevets à 20 ans.

Pour lancer une telle mise en garde, l'organisation humanitaire s'appuie notamment sur les conclusions d'une mission, conduite conjointement avec l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la politique pharmaceutique au Cameroun, publiées jeudi à Genève. Le rapport de la mission note qu'en Afrique francophone, l'entrée en force de l'accord sur les ADPIC a nécessité en 1999 la révision d'un accord régional, conclu à Bangui en 1977, qui réglemente la délivrance des brevets dans 15 pays.

« Les nouvelles dispositions de cet accord ne sont pas propices à encourager les transferts de technologie nécessaires au développement de l'industrie pharmaceutique dans la région (Afrique de l'ouest) », peut-on lire dans les conclusions du rapport. Les dépen-

dances des pays de cette région vis-à-vis des importations de médicaments risquent de s'accroître, souligne-t-il.

L'OMS, l'ONUSIDA et MSF encouragent de ce fait les pays africains concernés à étudier les implications de ces nouvelles dispositions notamment sur le prix des médicaments. MSF, pour sa part, leur recommande « vivement » de ne pas ratifier le nouvel accord de Bangui.

MSF note que celui-ci va rallonger la durée de ces brevets, de 10 à 20 ans. « Au-delà de 10 ans, il y avait la possibilité d'une compétition par des médicaments génériques et donc des conséquences considérables sur les prix », a expliqué Catherine Gavin pour MSF. A l'inverse, les nouvelles dispositions de l'accord de Bangui auront pour conséquence, selon MSF, de maintenir les prix des médicaments essentiels à un niveau de 10 à 20 fois supérieur à celui qu'ils auraient atteint s'ils étaient proposés sous forme générique.

Elle a pris l'exemple de l'Inde qui commercialisait en mars 1999 l'AZT sous sa forme générique au prix de 15 roupies la tablette, contre 49 roupies pour la tablette d'AZT de Glaxo-Wellcome, « ce qui est encore inférieur à ce qui est pratiqué dans des pays voisins, d'où l'importance de la compétition », a noté Mme Gavin.

« Le titulaire d'un brevet est libre de vendre son médicament dans tel ou tel pays, de ne plus le vendre et de fixer les prix comme il le souhaite, d'où une grande disparité », a-t-elle ajouté. Le médicament Zantac des laboratoires Glaxo-Wellcome, utilisé contre les ulcères, est ainsi vendu, selon elle, 20 dollars en Australie, 63 au Sri Lanka, 73 en Grande-Bretagne, 87 au Zimbabwe et jusqu'à 150 en Indonésie.

Trois pays sur 15 ont déjà ratifié l'accord de Bangui : Cameroun, Gabon, Sénégal. Cinq pays (Cameroun, Gabon, Côte d'Ivoire, Congo, Sénégal) devaient le ratifier avant janvier 2000. Dix autres, en raison de leur niveau de développement, bénéficient d'une période de transition jusqu'en 2006 (Bénin, Burkina Faso, République centrafricaine, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Togo).

Adhésion de la Chine à l'OMC

C'est vendredi 19 mai, après trois jours d'âpres négociations que l'Union européenne et la Chine sont parvenus à la signature d'un accord sur l'adhésion de cette dernière à l'Organisation Mondiale du Commerce. C'est depuis 1986 que la Chine frappe à la porte de l'OMC sans succès. L'Union Européenne était le principal bloc commercial qui devait encore boucler ses négociations avec Pékin. Il ne reste désormais plus que cinq pays, l'Equateur, le Costa Rica, le Guatemala, le Mexique et la Suisse, à devoir le faire.

L'accord signé porte sur différents domaines :

Télécommunications : les sociétés européennes pourront monter leur participation dans les sociétés opératrices de téléphonie mobile à 25% immédiatement, puis à 49% dans trois ans.

Assurance : pour l'assurance-vie, des sociétés conjointes peuvent être établies à 50/50. Sept nouvelles licences sont accordées immédiatement à des assureurs européens (vie et non vie). Les cour-

tiers étrangers pourront opérer seuls, hors de tout joint-venture, après cinq ans de présence sur le marché chinois.

Monopole d'état et restrictions d'import/export : le monopole d'Etat d'importation de pétrole et d'engrais sera progressivement ouvert aux opérateurs privés. Le monopole chinois d'exportation de soie (70% de la production mondiale) sera totalement démantelé d'ici à 2005.

Droits de douane : baisse de 8% à 10% des droits sur plus de 150 produits exportés par l'Union européenne dans les secteurs des machines-outils, du textile, des cosmétiques, du cuir, des chaussures, du vin et des alcools.

Véhicules à moteur : les constructeurs étrangers présents dans les joint-ventures en Chine pourront produire les modèles de voiture qu'ils souhaitent deux ans après l'adhésion de Pékin à l'OMC. Ils pourront également y produire, seuls cette fois, des moteurs.

Distribution : levée de certaines restrictions à la présence des groupes étrangers et disparition de la limite de 20.000 m2 de surface commerciale imposée aux enseignes étrangères dès l'adhésion de la Chine à l'OMC.

Agriculture : l'accès au marché chinois sera amélioré pour les produits agricoles européens comme l'huile de colza, les produits laitiers, les pâtes, le vin et les olives. Un volet de l'accord résout par ailleurs les différends sur les questions sanitaires et phytosanitaires.

Mesures horizontales : la Chine cessera d'appliquer des mesures de distorsion de concurrence, notamment en matière de subventions à l'exportation. Les marchés publics feront l'objet de plus de transparence pour ne pas pénaliser les soumissionnaires étrangers. La Chine abolira le principe de préférence nationale pour des secteurs comme la pharmacie, la chimie, le tabac et les spiritueux.

Autres : améliorations des accès aux marchés dans les secteurs comme la banque, le conseil juridique, l'architecture, le tourisme ou le bâtiment et les travaux publics.

La signature de l'accord entre la Chine et l'UE intervient à une semaine du vote par le Congrès Américain, d'une disposition des accords sino-américains prévoyant l'octroi définitif à la Chine de la clause des relations commerciales normales.

Certains Parlementaires américains se sont toujours montrés réticents et le vote s'annonce serré. Mais, le feu vert donné par l'UE pourrait convaincre les Parlementaires américains pour établir des relations commerciales normales et permanentes entre la Chine et les Etats-Unis. Le Président Bill Clinton a d'ailleurs dans un communiqué affirmé que c'est plus qu'indispensable.

Un refus de normalisation de ces relations de la part du Congrès Américain aura des conséquences négatives sur les exportateurs américains qui se verront priver de la liberté d'accès au marché chinois dont disposeront leurs concurrents européens, a déclaré M. Clinton dans un communiqué cité par l'AFP.

« Un rejet du PNTR (statut de relations commerciales normales permanentes) serait coûteux pour les Etats-Unis en terme d'exportations et céderait cet énorme marché à nos concurrents européens et japonais et encouragerait, en outre, les adversaires des réformes en Chine », a ajouté le Président américain.

L'OMC tente de ramener la confiance (suite de la page 2)

Périodes de transition et autres questions de mise en œuvre

Les pays en développement restent aussi fermement attachés à leurs priorités d'avant Seattle, que les partisans d'une nouvelle série globale de négociations commerciales à leurs positions. Leurs priorités incluent la prorogation des délais de mise en œuvre de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), de l'Accord sur les mesures liées à l'investissement et touchant au commerce (MIC) et de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui ont expiré le 1^{er} janvier 2000. Ils cherchent à corriger les déséquilibres découlant des Accords de l'OMC actuels à travers des changements à apporter à certaines règles en vigueur et un réexamen de la mise en œuvre des Accords et des dispositions en faveur des pays en développement (voir PASSERELLES, Vol.1, N°3, Seattle : Quel mandat de négociations ?).

Lors des réunions de mars et de mai le Conseil Général de l'OMC a débattu des questions relatives à la mise en œuvre et à l'extension des périodes de transition. Les pays en développement n'ont pas obtenu la révision simultanée de l'extension des périodes de transition pour les MIC, les ADPIC et l'Evaluation en douane.

Mise en œuvre : lors de la réunion du Conseil général du 3 mai, les membres ont convenu de la mise en place d'un mécanisme pour le réexamen de la mise en œuvre. Il consiste à convier périodiquement des sessions spéciales du Conseil général à partir de juin 2000. Le processus doit être terminé avant la quatrième Conférence ministérielle. Le Conseil devra « évaluer les difficultés existantes, identifier la manière de les résoudre et prendre des décisions pour des actions appropriées ». Ce faisant, il pourra utiliser les discussions menées dans d'autres organes de l'OMC.

Le Mécanisme ainsi que les discussions qu'il engendrera ne devront présupposer d'aucune future décision du Conseil général y compris en ce qui concerne d'éventuelles négociations multilatérales, ni de la position des pays en développement sur de telles négociations. En pratique, on ne sait pas encore ce qui sera discuté lors de ces sessions spéciales. Néanmoins, pour certains observateurs, il sera difficile d'aller au-delà de solutions pratiques sur une base ad hoc à des problèmes de mise en œuvre spécifiques, et qu'il ne faut pas s'attendre à une renégociation des accords comme le souhaitent plusieurs pays en développement, tant que cela ne se fera pas dans le cadre plus large d'une série de négociations commerciales multilatérales.

Pour l'instant, il n'est pas certain que le Mécanisme spécial concernera toutes les questions de mise en œuvre. Bien que des discussions soient attendues sur l'extension des périodes de transition pour certains accords, la question relative au Traitement spécial et différencié fait encore l'objet de divergences.

Le programme de travail du Conseil général n'a pas encore été établi, mais on s'attend à ce qu'il soit défini au cours de ses prochaines sessions spéciales. Il reste à savoir si ce mécanisme permettra de répondre aux attentes des PVD ou être un autre moyen pour vérifier la conformité de ces pays aux règles de l'OMC.

Périodes de transition : à Seattle, les pays en développement n'avaient pas pu obtenir un arrangement multilatéral, tel qu'ils le souhaitaient, couvrant l'extension des périodes de transition pour les MIC, les ADPIC et l'Evaluation en douane. Les pays en voie de

développement craignent qu'une démarche au cas par cas telle que souhaitée par les Etats-Unis n'aboutisse à des arrangements secrets et séparés sans que les autres pays ne sachent ce dont les autres partenaires bénéficient.

Accord des mesures liées à l'investissement et au commerce (MIC):

Les membres ont établi, à l'issue du Conseil général du 8 mai, des procédures pour étudier les demandes des pays en développement d'extension du délai du 1^{er} janvier 2000 pour l'application des accords MIC. Les demandes d'extension des pays en développement ou des PMA seront étudiées au cas par cas par le Conseil du commerce des marchandises.

Le texte émanant du Conseil général concernant les MIC indique seulement que les membres estimaient qu'il « était nécessaire de préserver le caractère multilatéral de ce processus ». Ils ont cependant convenu que la révision de l'extension des périodes de transitions devra se faire en tenant compte des droits et obligations des membres compte tenu de l'Article 5.3. Cet article, qui concerne les MIC, permet d'étendre les périodes de transition des PVD qui ont des difficultés à appliquer cet accord.

Le Brésil avait demandé, courant du mois d'avril, aux pays développés de « continuer à avoir de la retenue en n'attaquant pas les pays en développement devant l'Organe de règlement des différends (ORD) » (selon une dépêche de l'AFP du 26/04/00).

ADPIC: De nombreux pays en développement verront le réexamen de leur observation des engagements au titre des ADPIC cette année mais plusieurs d'entre eux n'ont pas encore adopté de législation dans ce domaine. Toutefois, aucune demande de prorogation n'a été déposée jusqu'ici au Conseil des ADPIC, bien que des consultations bilatérales soient peut-être en cours entre certains Membres. Cette question n'est pas n'ont plus abordée dans le paquet de mesures proposées par les pays du Quad (voir ci-dessous)

Mesures sanitaires et phytosanitaires : Pour ce qui est des mesures sanitaires et phytosanitaires, les membres du Quad suggèrent que trois ans d'extension supplémentaires des périodes de transition soient accordés aux PMA qui ne disposent pas d'expertise et d'infrastructures techniques et de ressources.

Evaluation en douane : En réponse à des demandes spécifiques concernant l'évaluation en douane, le Sri Lanka, la République dominicaine, l'Uruguay et le Sénégal ont déjà bénéficié de prorogations allant de quatre mois à trois ans, et des demandes similaires émanant d'un certain nombre de pays – Bahreïn, Colombie, Côte d'Ivoire, Egypte, Guatemala, Jamaïque, Maurice et Birmanie (Myanmar) – sont en cours d'examen au Comité de l'OMC de l'évaluation en douane. Des consultations bilatérales portant sur des demandes de plusieurs pays en développement concernant la prorogation des périodes de transition au titre de l'Accord sur les MIC sont également en cours.

Train de mesures modeste annoncé par les pays du « Quad » en faveur des PMA

Jusqu'à la fin du mois de mars, les tentatives du Directeur général de l'OMC, Mike Moore pour mettre en place un « train de mesures en faveur des pays les moins avancés » avaient produit peu de résultats. Parmi les mesures recherchées figuraient l'accroissement significatif de l'assistance technique relative au commerce par le

budget normal de l'OMC, une amélioration de l'accès aux marchés et des exemptions concernant les délais d'observation des engagements arrivés à terme au titre de différents Accords de l'OMC.

Peu d'espoir existait d'autant plus que plusieurs demandes émanant des pays les moins avancés, et formulées notamment lors de la CNUCED X n'avaient pas reçu de réponses. Ce qui apparaissait être en contradiction avec la volonté affichée de ramener la confiance dans le système multilatéral du commerce. Aucun engagement concret de la part des pays développés n'avait été pris lors de cette conférence. Les membres de la CNUCED exhortaient seulement les gouvernements à accorder « une considération urgente » à l'octroi d'un accès à « essentiellement tous les produits » des PMA, reflétant ainsi le texte proposé pour adoption à Seattle.

Le paquet de mesures du Quad en faveur des PMA, qui a été rendu public le 31 mars, visait selon le ministre canadien du commerce, à envoyer un signal positif aux pays en développement. Certains de ces derniers (Corée, Chili) ainsi que des pays d'Europe de l'Est risquent d'adhérer aux propositions du Quad.

Accès au marché : Le plan d'action en faveur des PMA et le programme de coopération technique revitalisé proposés par le Quad indiquent que les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Japon et le Canada souhaiteraient que les pays développés accordent aux PMA « une amélioration de l'accès à leurs marchés en mettant en œuvre des mesures tarifaires et de contingentement respectant leurs exigences nationales et les accords internationaux, dans le cadre de leurs systèmes préférentiels respectifs pour essentiellement tous les produits originaires des PMA ».

Les termes de ce Plan d'Action, selon plusieurs observateurs, indiquent que les pays membres du Quad continuent d'avoir des vues divergentes sur la question de l'accès aux marchés. Les Etats-Unis étant en faveur d'une approche bilatérale, alors que l'UE et le Japon préconisent un engagement multilatéral en vue d'un accès en franchise de droit et sans contingentement – bien qu'excluant des secteurs sensibles tels que certains produits agricoles.

Cet accord permettra aux Etats-Unis de ne pas autoriser un accès libre pour les produits textiles et les vêtements des PMA, sous prétexte d'une part qu'une telle mesure nécessiterait d'être approuvée par leur Congrès afin d'amender les engagements de leurs pays concernant l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements, et d'autre part qu'il leur faut respecter l'Accord avec l'Union européenne de restriction d'importation sur les textiles qui ne prendra fin qu'en 2005.

L'Union européenne, quant à elle considère que le Plan d'Action ne peut inclure certains produits agricoles tels que la banane, le bœuf, le riz et le sucre. La Convention de Lomé qui lie l'Europe aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, ne permettant pas à l'Union de faire une discrimination entre les pays en développement et les pays les moins avancés du groupe des ACP.

La référence à « produits originaires » des PMA restreint également les concessions aux seuls produits provenant directement de ces pays excluant tous biens réexportés ou produits à partir de biens provenant d'autres pays en développement. Enfin, les pays développés ne seront pas obligés de revoir leurs concessions tarifaires unilatérales puisque cet accord portera sur l'amélioration de ces concessions et non sur leurs réformes.

Les concessions du Quad risquent par ailleurs d'introduire des dysfonctionnements au sein des unions douanières existantes. En effet, au sein de ces unions, des pays en développement à revenus intermédiaires et des PMA devront exporter des produits similaires sur les mêmes marchés mais à des conditions d'accès différentes. Cela risque d'introduire une compétition préjudiciable aux pays formant ces unions douanières.

Par ailleurs, les membres du Quad estiment que certains pays en développement devraient accorder aux PMA un meilleur accès à leur marché en franchise totale, et des quotas en franchise.

Cet ensemble de concessions sera, de fait, peu profitable aux PMA qui en majorité, bénéficient déjà de ces avantages. Leurs revendications étaient que tous leurs produits puissent accéder aux marchés des pays développés, et qu'ils puissent bénéficier d'une meilleure application des règles d'origine et d'une élimination des barrières non tarifaires.

Coopération technique : Les pays Membres de l'OMC, et notamment les pays en développement ont toujours considéré que le renforcement des capacités des pays Membres les plus démunis devait faire l'objet d'une attention particulière et de lignes de financement spécifiques dans le budget de l'OMC. Ces considérations ont été renforcées après l'échec de Seattle.

Les activités d'assistance technique de l'OMC ont souvent été critiquées tant pour leur qualité que pour la faiblesse de leur volume. Par ailleurs, plusieurs conceptions quant au type de « renforcement des capacités » dont les PMA ont besoin semblent exister parmi les états Membres. Pour les uns, ce renforcement pourrait permettre une meilleure compréhension des règles de l'OMC et aider ces pays à mieux exploiter les potentialités du système et d'adopter et créer des lois et réglementations nationales mieux adaptés afin de remplir leurs obligations et participer pleinement aux décisions de l'OMC. Pour d'autres (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique), il s'agit en priorité d'améliorer la compétitivité des exportations des PMA. Pour certains, le renforcement des capacités techniques d'exportation est quelque fois plus crucial pour les PMA que la simple ouverture des marchés des pays développés à leurs produits.

Les pays du Quad s'ils se déclarent « favorables aux programmes d'assistance technique de l'OMC, n'ont annoncé aucun engagement concret pour financer le programme, estimé à 6 millions de dollars annuel.

Le directeur de l'OMC a exprimé sa « profonde déception » concernant les propositions du Quad et a incité ces derniers à élargir le paquet, particulièrement en ce qui concerne l'accès au marché et l'assistance technique.

Les pays Membres se sont mis d'accord, à l'issue du Conseil général du 8 mai, sur le fait que la coopération technique est une activité principale de l'OMC et qu'il était nécessaire d'accroître le budget de cette activité.

M. Moore s'est également entretenu avec des chefs d'organisations internationales financières afin d'établir un programme intégré d'assistance technique aux PMA. Six organisations financières avaient déjà accepté en octobre 1997 un programme de soutien envers ces pays, mais Mike Moore les appelle à ce qu'ils l'améliorent.

Plaidoyer pour un réexamen... (suite de la page 9)

Dans ce contexte, le Groupe Africain (voir PASSERELLES, Vol.1, N°4, P13) a présenté la proposition la plus complète sur la façon de progresser, et cette proposition mérite un appui total – et une mise en œuvre active – sans autre délai. Cette proposition peut être considérée comme un moratoire car elle demande une procédure de réexamen total, une prorogation des périodes de transition et des clarifications spécifiques, qui pourraient mener à un amendement du traité.

Mais cela ne signifie en aucune façon que les pays devraient renoncer à leurs efforts visant à développer, en parallèle, des systèmes nationaux de droits équilibrés. Tout au contraire, l'application de la proposition africaine devrait fournir le temps et l'espace nécessaire pour permettre aux pays en développement d'élaborer, de façon plus intégrée et plus consultative, une législation qui réponde correctement à leurs besoins.

La protection de la biodiversité, la promotion de son utilisation durable, et la juste reconnaissance des droits et des intérêts des communautés locales et des populations autochtones ne peuvent être écartées de la mise en œuvre des ADPIC. Ces objectifs et ces questions vont bien au-delà de la portée de tout système commercial mondial, mais butent actuellement sur les ADPIC.

L'échec du processus de Seattle pourrait bien marquer le début d'une nouvelle ère au cours de laquelle les pays en développement contesteront, de plus en plus et avec toujours davantage de succès, le champ d'application toujours plus large et le fonctionnement peu démocratique de l'OMC, ainsi que la façon dont cette institution a servi les intérêts du monde industriel et de ses entreprises. Dans ce contexte, c'est maintenant qu'il faut réexaminer et reconstruire plutôt que de se précipiter pour adopter des lois inadéquates en matière de droits de propriété intellectuelle.

Pays en voie de développement, membres de l'OMC qui ont établi des lois de protection des variétés végétales avant le 1^{er} janvier

Afrique et Moyen-Orient	Afrique du Sud*, Maroc, Zimbabwe, Kenya*
Asie-Pacifique	Hong Kong, Corée, Thaïlande
Amérique latine et Caraïbes	Argentine*, Bolivie*, Brésil, Chili*, Colombie*, Equateur*, Mexique, Nicaragua, Panama*, Paraguay*, Pérou*, Trinidad et Tobago*, Uruguay*, Venezuela*

*Membre de l'Union Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales (UPOV, Genève), Convention 1978.
Source: information rassemblée par GRAIN, février 2000.

En Afrique, seuls le Kenya, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont adopté un système de droits de protections des obtentions végétales.

Le Maroc est l'unique pays africain que nous connaissons qui ait mis en œuvre une sorte de loi *sui generis* sur les variétés végétales en 1999 en raison des ADPIC.

Parmi les 21 pays africains Membres de l'OMC qui auraient dû, à ce jour mettre en œuvre l'Article 27.3(b) car étant considérés comme pays en développement – et non parmi les pays les moins avancés, 80% ne l'ont pas fait.

Les pays en développement dans le système ... (suite de la page 12)

perçoivent les demandes de l'Union européenne, visant entre autres un agenda général du commerce, comme étant injustes car elles s'ajoutent au lourd fardeau déjà supporté par les pays en développement qui se débattent contre les effets de la mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay. Un agenda général présente, pour les pays en développement, des implications sérieuses, dont la moindre n'est pas le fardeau que cela imposera sur leurs ressources financières et humaines déjà limitées pour la conduite des négociations.

Le Rapport sur le développement mondial de 1999 souligne que 19 des 42 pays africains Membres de l'OMC n'ont pas de représentant à Genève. Le manque de représentation ou la faible représentation des pays en développement à Genève entrave sérieusement la capacité de ces pays à participer aux processus de l'OMC. Dans l'état actuel des choses, les ressources des pays ACP ayant une représentation à Genève sont déjà insuffisantes, par rapport au nombre anormalement élevé de réunions à l'OMC (environ 46 réunions par semaine en 1996) et de consultations informelles.

Malgré l'absence de responsables du commerce actifs et expérimentés, tant à Genève qu'au niveau national, les pays en développement restent attachés au système commercial multilatéral, qu'ils perçoivent comme la seule voie menant à leur intégration plus étroite à l'économie mondiale. Ils acceptent également que seule l'intégration à l'économie mondiale peut entraîner une croissance économique plus rapide, de plus grandes opportunités d'emploi, et la réduction des niveaux de pauvreté chez eux. A cet égard, les pays en développement sont soucieux de reprendre les négociations en vue d'un nouvel agenda du commerce. Toutefois, étant donné leurs expériences concernant la mise en œuvre des accords du Cycle d'Uruguay, les pays en développement exigent des pays industriels riches qu'ils s'engagent également à réexaminer les aspects des Accords du Cycle d'Uruguay avant un impact négatif pour les pays en développement.

En outre, les pays industriels se doivent de convaincre les pays en développement que leurs demandes d'un nouvel agenda du commerce à base élargie, recouvrant des questions autres que d'ordre commercial, telles que le travail et l'environnement, sont, comme le souligne Pascal Lamy, Commissaire au Commerce de l'UE, « plus que de simples efforts pour défendre un niveau de prospérité qu'ils (les pays en développement) considèrent comme un privilège ». Sans ces engagements de la part des pays industriels, les pays en développement peuvent conclure qu'un retard pour se mettre d'accord sur un nouvel agenda du commerce est un moindre mal, par rapport à un autre agenda en faveur des intérêts des pays riches.

Les responsables africains du commerce fixent les priorités de l'après-Seattle

SEATINI (The Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Initiative) a tenu un atelier sur « Le Renforcement de l'Afrique dans le commerce international », à Harare, au Zimbabwe, du 27 au 31 mars. Des responsables de haut niveau et de niveau intermédiaire de la politique commerciale de 20 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique Australe, ainsi que des représentants des ONG et du secteur privé, ont examiné les résultats de la 3^{ème} Conférence ministérielle et formulé des recommandations en vue de dégager des positions de négociation critiques communes pour 2000 et au-delà.

Les participants ont noté la nécessité d'une « redéfinition complète du mandat de l'OMC » et ont proposé plusieurs réformes institutionnelles, notamment pour assurer la transparence et la participation des pays en développement à tous les stades des négociations et pour garantir une représentation géographique équitable au Secrétariat.

Concernant les droits de propriété intellectuelle, les participants ont appuyé la proposition du Groupe Afrique relative aux ADPIC (WT/GC/W/302), notamment les appels à interdire le brevetage des végétaux, des animaux, des micro-organismes et de tous les autres organismes vivants, ainsi que des procédés d'obtention de ceux-ci ; à harmoniser l'Accord sur les ADPIC avec la Convention sur la diversité biologique et à permettre aux Membres d'avoir recours à la concession obligatoire automatique de licences pour les médicaments essentiels, au titre de l'article 31 des ADPIC.

Les participants ont également recommandé le rejet de toute « nouvelle question » dans le processus de négociation de l'après-Seattle, notamment l'investissement, la politique de la concurrence, la transparence des marchés publics, le commerce électronique, une nouvelle série de réduction des droits industriels et un traitement spécial pour la biotechnologie. « Avant la reprise des discussions sur ces nouvelles questions et propositions, l'OMC doit résoudre de façon satisfaisante les problèmes écrasants de mise en œuvre auxquels les pays en développement sont confrontés », indique le rapport de la réunion.

Comme dans tout autre Forum du Sud portant sur le commerce, l'atelier a exhorté les pays en développement à continuer de résister aux tentatives d'introduire soit le travail soit l'environnement dans le mandat de l'OMC. Tout en rejetant d'emblée les dispositions relatives au travail, les participants ont recommandé la participation effective des pays africains aux discussions du Comité du commerce et de l'environnement, tout particulièrement en ce qui concerne les effets négatifs des ADPIC sur les efforts des pays en développement pour acquérir une technologie respectueuse de l'environnement, préserver la diversité biologique ou protéger les connaissances traditionnelles.

Dans le contexte des accords régionaux de libre échange qui seront négociés au titre du nouvel Accord de partenariat UE-ACP, les participants ont noté que « les accords d'intégration régionale africaine ne devraient pas être soumis aux dispositions restrictives de l'OMC, mais devraient plutôt être compatibles avec les objectifs de développement ». Ils ont recommandé que les gouvernements africains jouent un rôle plus actif dans la discussion de ces questions au sein de l'OMC et ont mis l'accent sur le fait que les calendriers des accords nationaux doivent être établis à la suite de négociations et selon des critères fixés au sein des processus régionaux plutôt qu'arbitrairement déterminés et imposés de l'extérieur.

Ils ont également appelé les Membres de l'OMC à améliorer les capacités productives et les contraintes de l'offre des PMA et à accorder un accès consolidé aux marchés en franchise de droits et sans contingentements pour tous les produits exportés des PMA vers les pays développés, ainsi que des règles d'origine favorables et la suppression des autres obstacles non tarifaires.

Contacteur : SEATINI, Tél : (263-4) 792681/6 Poste 276 & 255, Fax : 251648/728695, E-mail : seatini.zw@undp.org

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUNTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable, l'édition en français de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt.

Secrétaire Exécutif à l'International : Youba Sokona.

Responsable de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Rédactrices: Awa Thiaw, Seynabou Mbodj

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@ictsd.ch

Web: <http://www.ictsd.org>



PUNTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Editrice: Mariá Amparo Albán

Téléfax: (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail: ffla@interactive.net.ec



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur: Rainer Engels

Editrice: Martina Schaub

Tél: (49-228) 60492-0

Fax: (49-228) 60492-19

E-mail: tradewatch@germanwatch.org

Web: <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUNTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin hebdomadaire de l'ICTSD sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à : listserv@iatp.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez: subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions en mai et juin

15-26 mai	Cinquième réunion de la Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique . PNUE. Nairobi, Kenya. Contact : H. Zedan, Tel : 1-514-288-2220, Fax : 1-514-288-6588, E-mail : chm@biodiv.org
26 mai	Session spéciale suivi par le Conseil du commerce sur les services de l'OMC
5-9 juin	FORUM MONDIAL BEIJING+5. ONU. New York. Contact: Jeannie Yamine, E-mail : Jyamine@worldbank.org
5-7 juin	3 ^{ème} Conférence des écosystèmes des forêts denses et humides de l'Afrique Centrale (CEFDHAC). Bujumbura, Burundi
7-9 juin	WASCON2000: The fourth International Conference on the Environmental and Technical Implications of Constructon with Alternative Materials Science and engineering of Recycling for Environmental Protection. Leeds, Harrogate, United Kingdom. Contact : WASCON 2000, PO Box 4, Grassington, Skipton, BD23 5UR, United Kingdom. Tél : 44 1756 753450, Fax 44 1756 753420, E-mail : stuartbrown@compuserve.com
8-9 juin	Organe d'examen des questions reliées au commerce et à l'investissement à l'OMC
12-16 juin	International Conference on Science and Technology for Managing Plant Genetic Diversity in the 21 st Century. Kuala Lumpur, Malaysia. Contact : P.sands@cgiar.org ou sur le site http://www.cgiar.org/ipgri/sosindex.htm
20-24 juin	Salon international des industries agro-alimentaires et du Salon Ouest Africain de la filière Pêche et Industries Maritimes, SIAGRO SOPIMAR 2000. Sénégal. Contact : Sencomane, Tél : (221) 825 4000, Fax : 824 5335, E-mail: sencomane@cyg.sn
21-22 juin	Réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC
22 juin	Réunion du Conseil général de l'OMC : session spéciale sur les questions de mise en œuvre
26-30 Juin	Sommet pour le développement social ou Copenhague + 5. ONU. Genève Contact : social_summit@worldbank.org
28 juin-2 juillet	Global Cities 21 : ICLEI World Congress of Local Governemnts. Sachsen-Anhalt, Allemagne. Contact : Secrétariat du congrès, E-mail : world.congress@iclei.oeg
28 juin	réunion du Comité de l'agriculture à l'OMC.

Publications et Ressources

Banque Mondiale. 2000. Global Economic Prospects and the Developing Countries. Banque Mondiale. Washington.

Binswanger, Hans and Lutz, Ernst. 2000. Agricultural Trade Barriers, Trade Negotiations and the Interests of Developing Countries. Papier présenté à la Conférence de la CNUCED X . Banque Mondiale. Washington.

Bové José, Dufour François. 2000. Le monde n'est pas une marchandise. La Découverte, Paris

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. 2000. UNCTAD Handbook for Trade Negotiators from Least-developed Countries. Nations Unies. Genève/New York.

De la Perrière Robert Ali Brac, Seuret Franck, Trollé Arnaud. 1999. Plantes Transgéniques : une menace pour les paysans du sud. Editions Charles Léopold Mayer, Lausanne (Suisse).

Deere Carolyn. 1999. Nets gains : Linking Fisheries Managment, International Trade and Sustainable Development. IUCN.

Dutfield Graham, Intellectual Property Rights, Trade and Biodiversity. 2000, The World Conservation Union et Earthscan publications. IUCN, Cambridge, Grande Bretagne. E-mail: info@books.iucn.org

Earthscan. 2000. The Reality of Aid: an independant Review of Poverty Reduction and Development Assistance. Earthscan publications. E-mail: earthinfo@earthscan.co.uk, <http://www.earthscan.co.uk>.

Howse Robert, Mutua Makau. 2000. Protection des droits humains et mondialisation de l'économie : un défi pour l'OMC. Droit et Démocratie, Montréal, Canada. E-mail : ichrdd@ichrdd.ca, <http://www.ichrdd.ca>.

IISD, PNUE, Environment and Trade : a handbook. International Institute for Sustainable Development, Winnipeg, Canada. <http://iisd.ca/trade/handbook> ou <http://www.unep.ch/etu>.

Lorot Pascal(sous la direction de). 1999. Introduction à la géoéconomie. Economica, Paris.

OMC. 2000. European Communities – Regime for the Importation, sale, and Distribution of Bananas – Recourse to Arbitration by the European Communities. Arbitrator's decision of Ecuador's trade retaliation rights (WT/DS27/ARB/ECU). OMC. Genève.

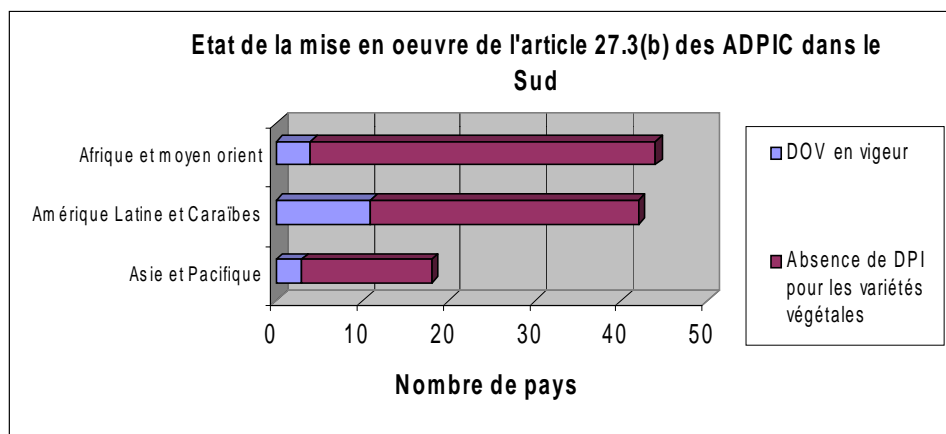
OMC. 2000. Rapport annuel de l'OMC 2000. OMC. Genève.

Oxford University Press, Journal of African Economies: Economic Commission for Africa Policy issue: Aid. Volume 8 Number 4, December 1999. JAE, <http://www.jae.oupjournals.org>.

Passet Renet. L'illusion néo-libérale. Editions Fayard, <http://www.editions-fayard.fr>.

Peter ROBBINS. Octobre 1999. Effet de la mondialisation sur le secteur agricole et les communautés rurales des pays ACP. Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA).

Solignac Lecomte Henri Bernard. 2000. ACP-EU Trade Arrangements in Post-Lomé World : What is in store ? Papier présenté en mai 2000 à la Conférence régionale africaine sur le dialogue politique, sur la mondialisation et la libéralisation. ICTSD. Genève.



Source : Information compilée par GRAIN à partir de plusieurs sources, février 2000.